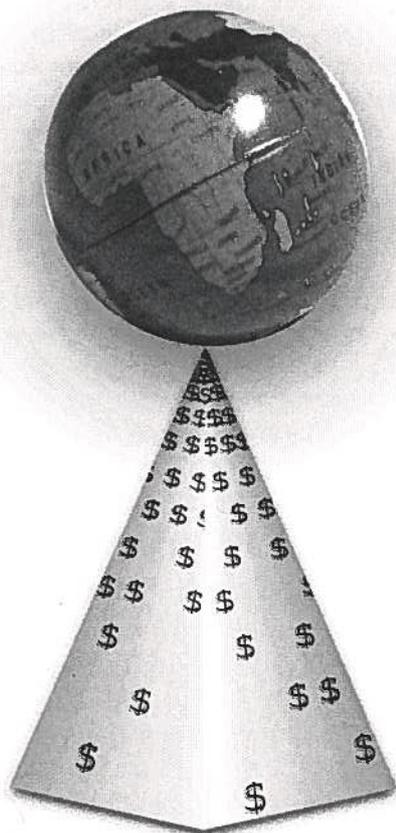


*La terre est ronde, mais l'économie  
ne tourne pas rond...*

BLOC ÉCONOMIE

*La terre est ronde,  
mais l'économie  
ne tourne pas rond...*



FICHES DE RÉFLEXION SUR L'ÉCONOMIE,  
LA RENTABILITÉ SOCIALE ET LES  
INDICATEURS SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

**E**n principe, l'économie devrait d'abord répondre aux besoins essentiels des êtres humains, des familles et des communautés : se nourrir, se loger, se vêtir, se désaltérer, se protéger du froid ou de la chaleur, dormir, prévenir les accidents et les maladies, se déplacer, s'éduquer, s'informer, entrer en rapport avec les autres, etc.

Assurer une réponse satisfaisante et équitable aux besoins essentiels de six milliards d'êtres humains est un grand défi. Or, des scientifiques et des politiques d'hier et d'aujourd'hui ont affirmé que nous possédons les ressources et les technologies pour y arriver.

Pourtant, l'économie ne tourne pas rond pour la majorité des gens de la planète. Pauvreté, famine, violence, réchauffement climatique, conflits liés au contrôle des ressources énergétiques ou aquifères : l'humanité fait face à de graves problèmes sociaux, politiques et environnementaux.



**Votre situation et celle de vos proches ressemblent-elles à ce qui suit ?**

Si vos conditions de vie sont confortables depuis l'enfance, que votre situation d'emploi est stable depuis le début de votre entrée sur le marché du travail, que votre revenu personnel augmente substantiellement d'année en année et qu'il vous permet de payer des études supérieures à vos enfants, de vous acheter une grande maison, de voyager, de consolider votre retraite...

**EH BIEN VOUS FAITES PARTIE DE LA MINORITÉ !**

Pour les personnes qui, depuis leur tendre enfance, jouissent d'un niveau de vie supérieur et d'une grande autonomie sociale, profitent d'un mode de vie basé sur l'abondance et ont accès à une diversité de biens et de services, il est surprenant, voire dérangeant, d'apprendre que la très grande majorité des gens de la planète, y compris la plupart des habitants de leur propre ville, ne vivent pas dans de telles conditions. Il est plus réconfortant de penser que ces gens « pauvres » ne savent pas se débrouiller ou ne travaillent pas assez que de remettre en question un système économique qui tourne rond seulement pour une minorité.

« L'économie » d'hier et d'aujourd'hui semble surtout profitable à une minorité de personnes bien nanties. Les investisseurs et les dirigeants des grandes entreprises transnationales font la pluie et le beau temps sur les marchés nationaux et locaux. Cela nous fait douter sérieusement autant des finalités poursuivies par les entreprises que de la volonté politique de nos gouvernements d'assurer la répartition de la « richesse ».

C'est pourquoi des centaines de milliers de gens, rassemblés dans des réseaux et des mouvements sociaux, se mobilisent pour mettre en lumière les ratés de l'économie, les abus des dirigeants et les dérives marchandes. Les rendez-vous des résistantes en quête de solutions de rechange se multiplient : Seattle, Québec, Gênes, Johannesburg, Porto Alegre, Mumbaï, sans oublier la Marche mondiale des femmes en l'an 2000, qui s'est manifestée dans plus de 150 pays.

Ici comme ailleurs, les unes et les autres proposent l'égalité entre les peuples ainsi qu'entre les hommes et les femmes, la démocratie, le commerce équitable, l'économie solidaire et le développement durable. Plusieurs essaient donc de « réorienter » l'économie vers des finalités sociales, politiques et environnementales.

C'est aussi pourquoi on discute de plus en plus de « rentabilité sociale », notamment dans le cadre d'initiatives locales et d'entreprises collectives, et que des municipalités et des groupes de citoyennes élaborent des indicateurs de qualité de vie pour leurs communautés.



# Économie ou profit?



FICHES DE RÉFLEXION SUR L'ÉCONOMIE,  
LA RENTABILITÉ SOCIALE ET LES  
INDICATEURS SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

## ÉCONOMIE : ÇA VEUT DIRE QUOI AU JUSTE ?

**L**e mot ÉCONOMIE nous fait généralement penser aux activités des entreprises, des marchés, des industries et du commerce. C'est la section « affaires » et les cotes de la Bourse dans les journaux, ou les bulletins de nouvelles télévisées annonçant les investissements des grandes entreprises qui promettent la création d'emplois.

Selon cette version, l'économie renvoie donc à la sphère des entreprises ainsi qu'aux activités, aux actions et au travail reconnus parce qu'ils font l'objet d'une transaction monétaire ou d'une rémunération, si inadéquate soit-elle. Les marchés (du café, du vin, du porc, du lait ou des produits financiers) sont reconnus en tant qu'espaces de commerce, d'échange ou de consommation. Et depuis un certain temps, les marchés financiers dominent tellement l'espace économique que la production concrète de biens et de services semble moins importante aux yeux des investisseurs et des décideurs.

### MAIS...

L'économie, c'est plus vaste que le marché<sup>1</sup>. Les « entreprises » ne sont pas les seuls lieux où l'on produit, consomme ou échange des services ou des biens.

L'économie, c'est aussi les personnes qui produisent des biens et des services en dehors du marché, pour leur famille ou pour leur communauté, sans être payées pour le faire.

L'économie, c'est aussi l'eau, le sol, le minerai et la forêt avant leur extraction, leur transformation et leur exploitation commerciale. Sans ces ressources de base, les êtres humains ne pourraient pas envisager de subsister, ni les entreprises de « faire des affaires ».

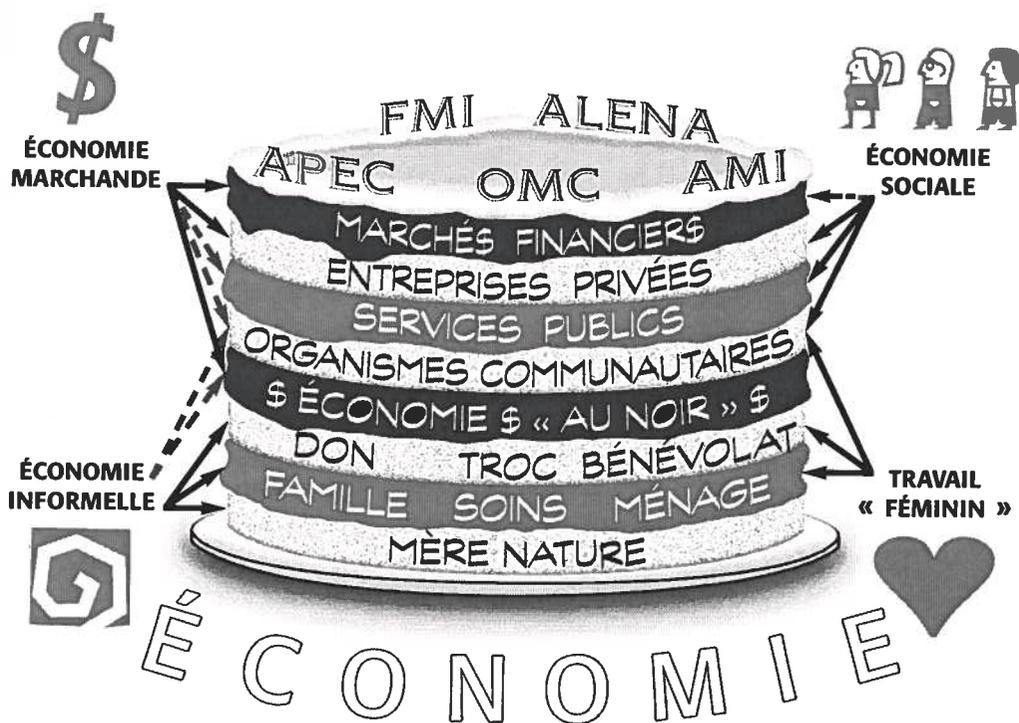
Le marché et les entreprises se sont hissés au sommet de la tour économique. Or, cette position supérieure est loin d'être « naturelle ». Elle provient de rapports de pouvoir entre individus et entre groupes qui veulent avoir la mainmise sur les ressources et la force de travail, et le monopole du changement.



Le marché repose sur des piliers économiques invisibles, dont voici certains des plus importants :

- ▶ le travail de reproduction sociale (éduquer, soigner, soutenir les enfants et les « travailleurs »);
- ▶ les ressources naturelles (eau, sol, forêt, minerais, pétrole, etc.).

L'économie dépasse donc les frontières du marché, des entreprises, de la monnaie, du commerce et de la Bourse. Ceux-ci sont des composantes du modèle dominant qui a imposé ses règles à l'ensemble de la société et de l'humanité. Les autres modèles, comme les sphères économiques « invisibles », ont été relégués aux marges et dans l'ombre.



Le dessin est une adaptation d'une illustration dont voici la référence complète :  
« Total Productive System of an Industrial Society », dans Hazel HENDERSON, Paradigms In Progress, Life Beyond Economics, San Francisco, Berrett-Koehler, 1995, tableau I-5, p. 30.

# QUAND LE MARCHÉ DOMINE L'ÉCONOMIE

**D**ans l'esprit d'une majorité de la population, l'économie équivaut au marché. Et en raison de certains attributs ou impacts négatifs du marché dans la vie des gens, plusieurs veulent protéger les autres sphères d'activité humaine de l'envahissement des règles du marché. Nous ne voulons pas marchandiser la vie privée et les relations humaines qui s'y tissent. Nous refusons de tout calculer ou de chercher à tirer profit de tout ce que nous faisons avec nos enfants, notre conjointe, nos amies ou nos voisines. Nous ne voulons pas que les biens et les services que nous échangeons entre proches et que nous offrons aux membres de notre famille ou de notre communauté soient soumis aux règles de la concurrence et de l'efficacité.

Mais en réduisant l'économie au seul marché, nous participons malgré nous à rendre invisible la part de production de biens et de services ainsi que la part d'exploitation du travail humain qui se font en dehors du marché.

## **PRENONS L'EXEMPLE DE LA PRÉPARATION D'UN REPAS À LA MAISON POUR MIEUX SAISIR CE QUI FAIT PARTIE DE L'ÉCONOMIE.**

La préparation d'un repas à la maison est une activité qui relève parfois du travail, parfois du loisir. Si nous le faisons parce que nous avons du plaisir à retrouver les enfants et à passer du bon temps avec eux, ou pour séduire notre chum ou notre blonde, c'est la dimension « loisir » qui prend le dessus. Mais si nous préparons le repas par obligation parentale (nous le faisons parce qu'il faut nourrir les enfants, même quand ça ne nous tente pas), la dimension « travail » est prédominante.

« Faire le repas » fait partie de l'économie, même si cette activité se déroule en dehors du marché, même si c'est le plaisir ou l'amour qui nous motive. Car contrairement à ce qu'on voit dans les films de science-fiction, les aliments ne tombent pas du ciel et ne se transforment pas instantanément en plats cuisinés, les plats n'atterrissent pas sur la table par téléportation et la vaisselle sale n'est pas encore autonettoyante !

a) Pour faire un repas, il faut qu'il y ait des aliments disponibles. Cela suppose donc une production d'aliments par des personnes qui ont des ressources et des outils pour le faire.

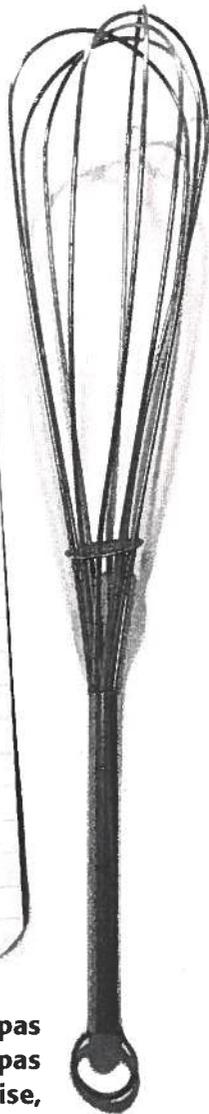
b) Les aliments doivent être à portée de main. Si les aliments ne viennent pas de notre potager, cela veut dire qu'ils viennent d'ailleurs. Par conséquent, cela suppose qu'il faut aller les chercher à l'épicerie, la cueillette, le transport, l'entreposage et la distribution des aliments sont faits par des personnes qui ont des ressources, de l'équipement et des outils pour le faire.

c) Il faut cuisiner des mets avec les aliments, à moins d'avoir acheté des mets préparés d'avance. Cela suppose l'existence de recettes, d'ustensiles, de vaisselle et d'autres instruments permettant de mélanger et de cuire les ingrédients. Il faut aussi, bien entendu, des personnes pour faire tout ça ou pour programmer les robots qui s'en chargeront!

Bon appétit!

**MORALE DE L'HISTOIRE :** même si la préparation d'un repas est vécue comme un loisir ou un plaisir, elle ne peut pas se faire en dehors de l'économie! Pour qu'elle se réalise, il faut du travail humain, des produits alimentaires et des outils.

Faire un repas à la maison pour ses enfants, ses amantes ou ses amies, c'est un grain de sable sur la grande plage économique: cette activité est liée à la façon dont la société conçoit et organise la production, la distribution et la consommation de la nourriture.



Dans notre économie de pays occidental industriel « développé », préparer et servir un repas aux enfants à la maison constitue un acte économique invisible. Il est invisible, « non productif », parce que la personne qui s'en charge n'est pas rémunérée, et que ce travail est réalisé au foyer et non en entreprise. Les seuls aspects visibles d'ordre économique de cet acte sont l'achat d'aliments au supermarché, le coût de l'essence consommée par la voiture familiale et la livraison des aliments à domicile par le marchand.

La préparation et la vente de repas aux enfants à la cafétéria de l'école ou au MacDo du coin constituent une activité économique visible. Visible, parce que la plupart des actes en cause impliquent une rémunération des personnes qui les exécutent. Mais bien que visibles, ces actes n'en sont pas moins situés au bas de l'échelle en raison de la « non-valeur » encore rattachée à la préparation quotidienne des repas pour les enfants, les conjoints et les personnes dépendantes ainsi qu'aux personnes qui effectuent ce type de tâches.

En représentant l'espace économique seulement par des activités d'entreprise et de commerce, bref, des activités où il y a un échange d'argent, on continue de rendre invisibles et de dévaloriser les biens et les services qui sont produits en dehors des entreprises, de même que le travail productif et les personnes qui le réalisent.

VOICI QUELQUES **EXPRESSIONS** COURANTES QUI ILLUSTRONT L'AMBIGUÏTÉ QUI CARACTÉRISE NOTRE **RELATION** AU TRAVAIL « **HORS MARCHÉ** » :

*« Maman ne travaille pas... », « ma femme, ou mon mari ne travaille pas... », « je ne travaille pas, mais je garde mes enfants et ceux de la voisine... », « je ne travaille pas, mais je prends soin de mon père... », « je garde les enfants pour rendre service à ma femme... », « je ne travaille pas, mais je conduis les enfants à l'école et au hockey, ensuite je fais les courses, le lavage... », « je ne travaille pas, mais je livre des repas aux personnes âgées du quartier... », « je ne travaille pas, mais je suis présidente du conseil d'administration de la coopérative funéraire... », « je ne travaille pas, mais je participe aux cuisines collectives du centre communautaire... », « je ne travaille pas, mais je suis bénévole à l'association des Grands Frères... »*

## POURQUOI LE FAIT DE « DONNER » SON TEMPS POUR LES AUTRES SANS ÊTRE PAYÉ<sup>2</sup> N'EST-IL PAS CONSIDÉRÉ COMME DU TRAVAIL ?

**S**ouvent, ces activités sont un mélange d'actes productifs et d'activités de socialisation, d'où l'ambiguïté l'hésitation à leur reconnaître une dimension économique. Il peut s'agir par exemple d'un travail qui rend service aux autres et à soi-même (bénévole dans un organisme ou une association), ou d'un travail qui procure un bien pour soi et les autres (cuisine collective).

Le « donner pour donner » fait partie de l'économie, mais il est situé en dehors du marché. C'est probablement une bonne chose qu'il y reste, compte tenu des dérives du marché comme la concurrence déloyale et le profit à tout prix.

Cependant, quand le don de temps et d'énergie au profit des autres est accompli tous les jours par les mêmes personnes, et ce, plus souvent par obligation ou par manque d'argent que par choix réel, qu'il implique des tâches qui peuvent être répétitives et pénibles, qu'il réduit la capacité des gens à assurer leur autonomie financière et leur disponibilité pour le faire, il importe de trouver des façons de reconnaître la dimension économique du « don qui est aussi du travail ».

Par exemple, on peut penser à certaines pistes telles que l'accès à des avantages fiscaux ou sociaux comme un crédit d'impôt pour bénévolat, un régime de rentes ou de retraite pour les sans-emploi, des programmes de formation continue ou professionnelle, des services de répit et de dépannage et un revenu de citoyenneté.

- 
- 1- Économie de marché: les mécanismes économiques obéissent à la loi de l'offre et de la demande (à l'opposé de l'économie dirigée, l'économie planifiée). La main invisible du marché est l'expression formulée par Adam Smith, économiste du XVIIIe siècle, pour désigner les forces qui régulent automatiquement l'offre et la demande dans les marchés compétitifs. Dans un marché compétitif, les individus sont réputés poursuivre leurs propres intérêts, et un équilibre est censé s'établir automatiquement entre ceux qui vendent (l'offre) et ceux qui achètent (la demande).
  - 2- Pour explorer davantage la notion de l'économie du don: Jacques T. GOUBOUT, *L'esprit du don*, Montréal, Boréal, 1995; Jacques T. GOUBOUT, *Le don, la dette et l'identité*, Montréal, Boréal, 2000.

# LE MODÈLE DOMINANT DE L'ÉCONOMIE REMIS EN QUESTION

L'économie se définit-elle uniquement par l'activité des entreprises ou de la Bourse?

Le but de l'économie est-il de créer des emplois, de vendre des services, d'acheter des produits ou de faire de l'argent?

Si la création d'emplois, le volume de ventes ou la marge de profit sont des indicateurs d'une activité économique réalisée par une entreprise, quels sont les indicateurs pour les activités économiques réalisées à l'extérieur du marché?

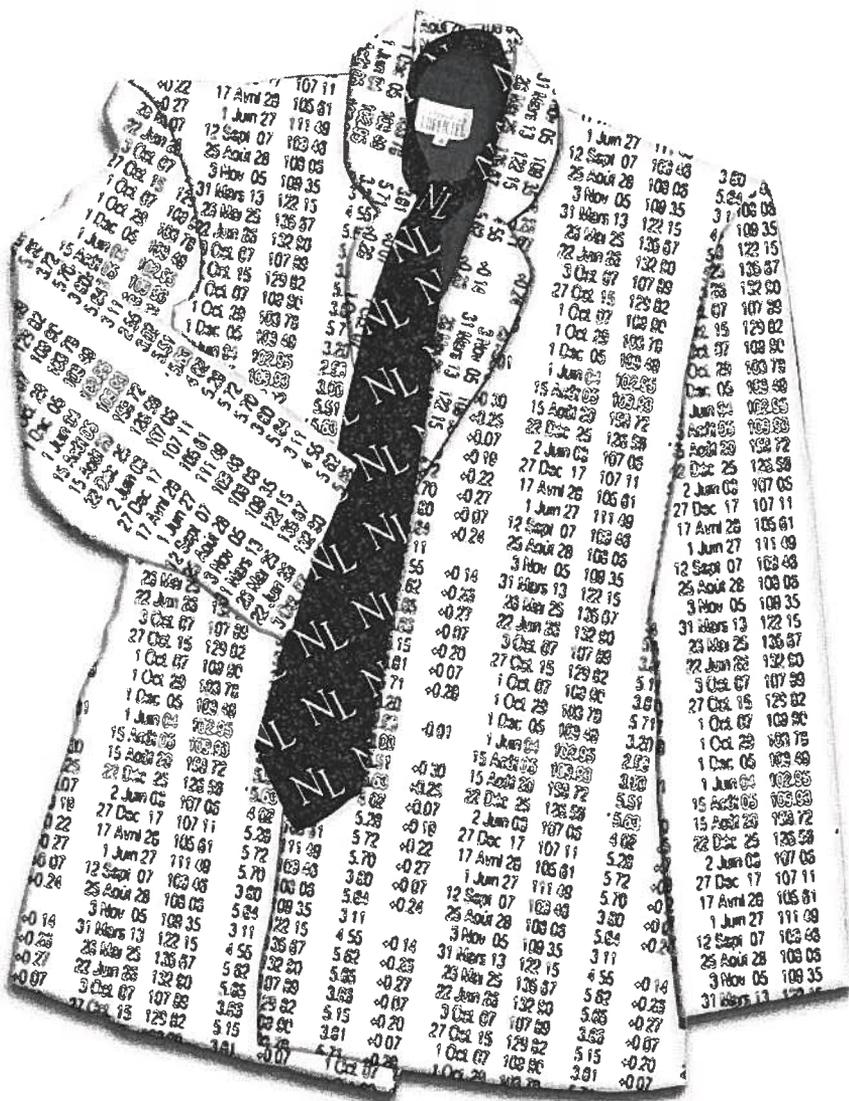
Pourquoi avons-nous exclu de l'économie « officielle » la production, l'échange et la distribution de biens et de services qui se font en dehors des entreprises et des marchés?

Qui a décidé de  
cette exclusion?

À Qui cela profite-t-il  
de maintenir dans l'ombre  
et de rendre invisibles  
autant d'actes écono-  
miques qui répondent  
à une partie des  
besoins humains  
essentiels?



# Complet capitaliste et cravate néolibérale



FICHES DE RÉFLEXION SUR L'ÉCONOMIE,  
LA RENTABILITÉ SOCIALE ET LES  
INDICATEURS SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES



**D**ans la mode économique, on dirait que les fins de siècle se ressemblent toutes... Capitalisme « sauvage » et révolution industrielle à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, capitalisme néolibéral et révolution technologique à la fin du XX<sup>e</sup>...

Au XIX<sup>e</sup> siècle, des mouvements de travailleuses et de citoyennes se sont formés et mobilisés pour dénoncer le « capitalisme sauvage » des grands chefs de la « révolution industrielle » et organiser une résistance. Communisme, socialisme, syndicalisme, économie sociale et protection sociale voient le jour à cette époque marquée entre autres par une grande misère urbaine et le déclin du milieu rural.

Un siècle plus tard, nous sommes à l'ère du capitalisme néolibéral, dans un contexte de révolution technologique. À l'instar des mouvements sociaux et politiques de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, des citoyennes, des travailleuses, des paysannes et des militantes se regroupent à la fin du XX<sup>e</sup> siècle pour défendre les programmes sociaux, protéger l'environnement, relancer l'économie sociale et proposer de nouvelles solutions politiques, tant à l'échelle locale qu'à l'échelle mondiale.

Passons en revue quelques épisodes « marquants » de l'histoire économique des 50 dernières années. De grands « designers » de mode économique ont créé le complet capitaliste et la cravate néolibérale « prêt-à-porter » pour l'ensemble des pays. Ce sont principalement des individus très privilégiés et de grandes et puissantes entreprises qui veulent accaparer et contrôler les marchés à l'échelle planétaire. Dans leur quête de pouvoir et de profit, ils voient l'État, ses règles et son impôt sur le capital comme un obstacle à abattre. De gré ou de force, ils imposent leur mode.

# LA MONDIALISATION DES MARCHÉS :

## AVANT-PREMIÈRE

**A**près la guerre mondiale de 1939-1945 s'installe une période de « croissance économique », surtout en Occident, que plusieurs ont nommée « les trente glorieuses » (1945-1975). Les grandes entreprises industrielles et financières occidentales gardent la mainmise sur les finalités et les moyens du « développement <sup>1</sup> » des pays du Sud (Tiers-Monde) et en tirent largement profit. Mais cela sème le chaos social et environnemental dans plusieurs communautés et pays du Sud. En effet, on profite de l'absence de règles sociales et environnementales et de la faiblesse des États ainsi que de la corruption des dirigeants gouvernementaux pour s'appropriier des terres, extraire sans précaution des matières premières souvent toxiques, imposer des monocultures industrielles au détriment de l'agriculture de subsistance, etc. Plusieurs conflits armés surgissent à l'échelle locale et régionale dans les milieux frappés par la pénurie de ressources et par des injustices dans la répartition des ressources et des capitaux.

Au cours de cette période, les « grands chefs » de l'industrie et du commerce voient l'État comme un outil de développement pour leurs entreprises, à condition bien sûr que leur pouvoir d'influence sur les gouvernements demeure important.



---

1- Le concept de développement est étroitement associé aux notions de croissance et de progrès définies selon une vision occidentale. Le discours sur le développement n'est pas étranger aux visées et aux mécanismes du colonialisme et du capitalisme. Certains estiment même que développement, capitalisme et mondialisation sont synonymes. La définition et les pratiques du développement sont donc controversées.

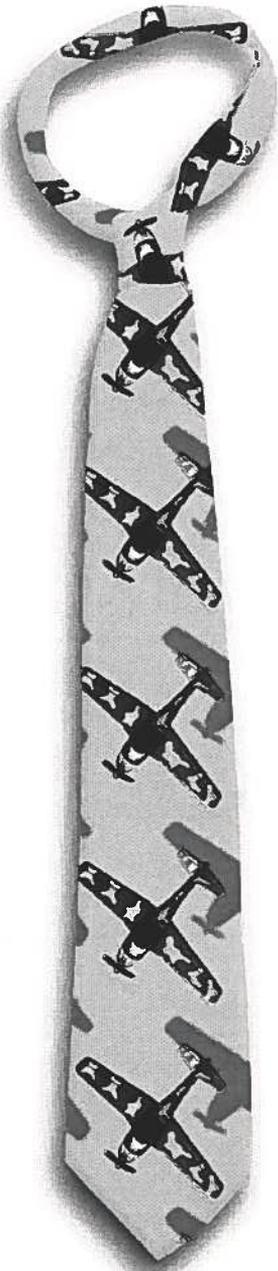
## LA GUERRE ET LE DÉVELOPPEMENT : DESTRUCTION ET CROISSANCE

**R**appelons que les deux guerres mondiales du XX<sup>e</sup> siècle ont causé la mort brutale de centaines de millions de personnes, dont le génocide de six millions de juifs, la destruction totale de milliers de villes et de villages, d'infrastructures et d'écosystèmes.

Ces guerres, et bien d'autres, sont d'ailleurs très profitables aux industries d'armement et de pétrochimie. Cependant, la fabrication d'armes et d'engins pour transporter les armes nécessite un grand apport de minerai, de pétrole et d'électricité, et l'extraction ainsi que la transformation de ces matières ont souvent de graves répercussions sur la main-d'œuvre et sur les populations vivant à proximité des chantiers et des mines. Soulignons que les propriétaires et les dirigeants de ces grandes industries sont généralement des hommes blancs occidentaux et que les intérêts qu'ils défendent sont d'abord ceux de leurs familles ou de leurs groupes d'appartenance.

Après la guerre, « reconstruire » est un impératif autant politique qu'économique, surtout lorsqu'il s'agit d'assurer ses propres intérêts. En effet, au-delà des discours sur la paix et le développement, la « reconstruction » constitue une occasion d'affaires et de profits pour un grand nombre d'entreprises. Au lendemain des deux guerres mondiales, des plans internationaux de reconstruction et de développement sont mis en œuvre dans plusieurs pays dévastés.

La guerre (ou conflit armé) et la reconstruction d'après-guerre vont profiter plus souvent à un nombre limité d'individus et de groupes qu'à l'ensemble de la population, même si les discours officiels affirment le contraire. Le discours au sujet de la croissance profitable à toutes relève plus de l'exercice de « pensée positive » que de la réalité concrète.



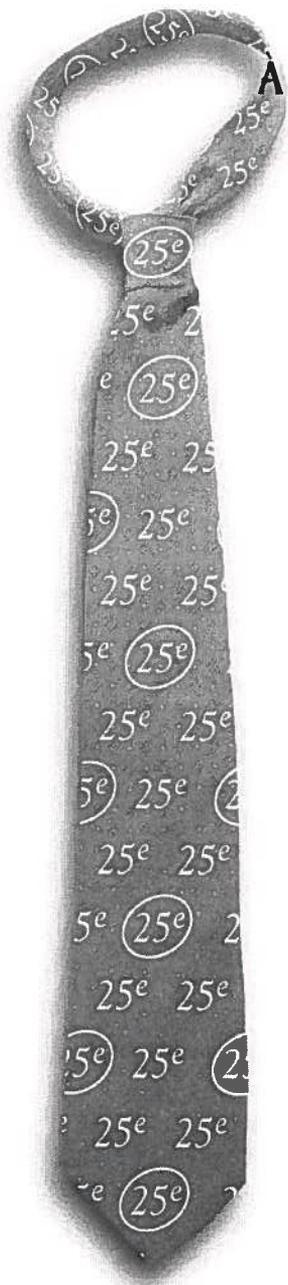
## LA MONDIALISATION DES MARCHÉS : A L’AFFICHE TOUS LES JOURS DEPUIS 25 ANS

**A**u début des années 1970, la « crise du pétrole » vient signaler un tournant pour les pays occidentaux. En effet, les pays producteurs de pétrole, principalement ceux du Sud, se liguent pour imposer leurs règles aux pays consommateurs. La mainmise sur cette source d’énergie devient un enjeu géopolitique mondial. Peu après, on voit apparaître des orientations politiques et économiques favorisant le contrôle des sources d’énergie, des matières premières, etc., par les pays, les groupes et les entreprises les plus puissants. De nouveaux conflits armés surgissent, notamment au Moyen-Orient.

Parallèlement, on assiste à l’extension maximale des marchés de biens et de services « de base » dans le cadre de l’expansion du commerce international. « Le mode de vie du consommateur nord-américain » est vendu partout à grand renfort de propagande et de publicité. « Tout le monde devrait posséder, et donc a droit à un four micro-ondes, à une automobile et à un cellulaire. » Beau projet de société, dirait l’autre...

Au même moment, une « révolution technologique » est en cours, caractérisée par la percée des savoirs et l’émergence des outils liés à l’électronique, l’informatique, la génétique et autre « tiques ». Cela affecte grandement la capacité de produire : on est en mesure de produire plus en moins de temps. Ce phénomène vient accentuer l’expansion du commerce international, qui nécessite une augmentation du nombre de consommateurs de nouveaux produits et services. Cela affecte aussi la manière de produire, car l’électronique et l’informatique accentuent la mécanisation dans la production de biens, et réduit donc le besoin de main-d’œuvre humaine (moins d’emplois rémunérés).

Enfin, pour tirer le maximum de profits, les grandes entreprises déménagent leur production dans des communautés ou des pays où la main-d’œuvre humaine est bon marché, et où les règles sociales et environnementales sont inopérantes ou inexistantes.



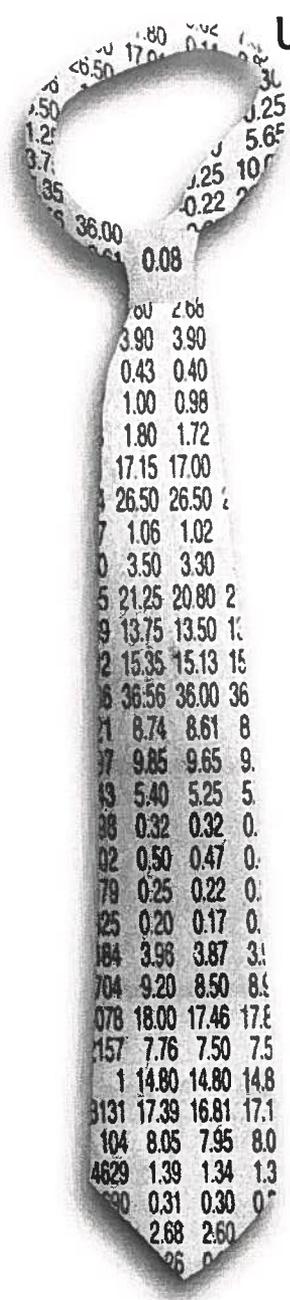
## UNE CRAVATE NÉOLIBÉRALE POUR L'ÉTAT SOCIAL

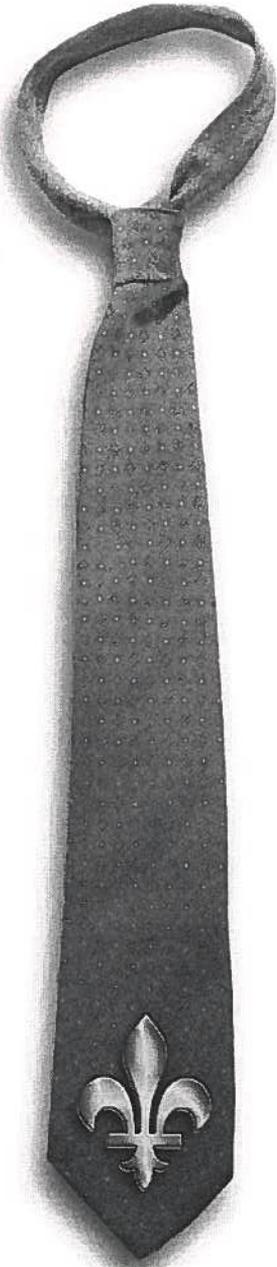
**A**u début et au cours du XX<sup>e</sup> siècle, les États ont mis en place des lois et des règles régissant le capital, les entreprises et les marchés, justement parce que les « lois du marché » s'étaient montrées incapables de produire de la richesse pour toutes ou de la répartir équitablement entre toutes.

Mais nous avons apparemment la mémoire courte. Le capitalisme néolibéral de la fin du XX<sup>e</sup> siècle invoque à nouveau les « lois du marché » pour appeler à la réduction du contrôle de l'État (les règles imposées aux activités des entreprises et des marchés; l'impôt sur le capital; les gains de capital) et de son intervention (la redistribution du capital et du revenu imposée par des programmes sociaux et des services publics).

Au Sud, de nombreux pays n'ont pas de système de protection sociale et goûtent à la version brutale du néolibéralisme. Dès les années 1980, ces pays font face à l'application du programme d'ajustement structurel imposé par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale (que plusieurs Africaines ont d'ailleurs surnommée Banque de la misère). La majorité de la population passe alors de la pauvreté à la misère, et ce qui constituait une amorce de classe moyenne disparaît presque totalement (l'Argentine étant l'exemple le plus récent).

Dans les pays du Nord, l'État est un acteur beaucoup plus important sur le plan du contrôle des entreprises et des marchés, comme en témoigne son intervention directe en tant qu'investisseur et producteur de services. Mais les pressions accrues des créanciers internationaux et des accords de libre-échange effritent le pouvoir des États sur leur économie nationale. De plus, les règles sociales et environnementales sont ouvertement contestées par les investisseurs et les entrepreneurs.





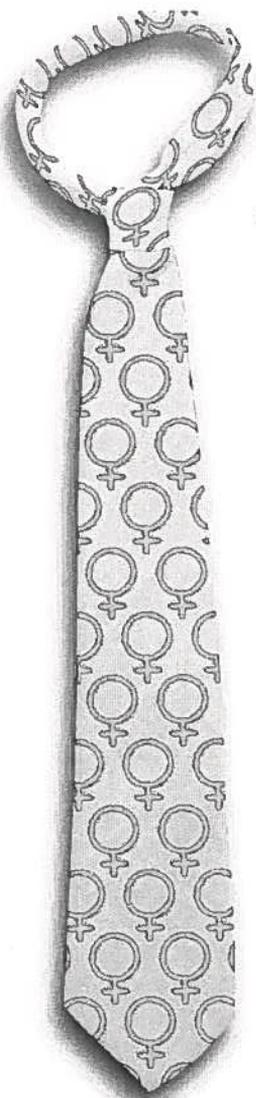
## Prenons comme exemple le Québec

De 1960 à 1980, l'État québécois ainsi que les grandes entreprises prennent leur essor. Une majorité de femmes accède au marché du travail. Les conflits sociaux sont centrés sur la répartition de la « richesse » : les profits d'entreprises à redistribuer en meilleurs salaires, en avantages sociaux et en régimes de retraite; l'impôt sur le revenu à redistribuer en services publics dans les domaines de la santé et de l'éducation, en programmes sociaux (aide sociale, logement social, allocations familiales) pour réduire les écarts entre les riches et les pauvres.

Au début des années 1980, la restructuration économique est enclenchée ici comme ailleurs : fermeture d'usines en cascade, pertes d'emplois, appauvrissement, fuite des capitaux. Les conflits sociaux portent sur l'accès à l'emploi pour ceux et celles qui sont exclues du marché du travail ainsi que sur la sécurité d'emploi pour les personnes qui sont menacées de perdre leur travail. Les gouvernements répondent davantage aux intérêts des grands chefs d'entreprises industrielles et financières, qui ont repris l'avant-scène en imposant leurs conditions et en dictant leurs solutions.

Le modèle de l'État-Provigo ou l'État géré comme une entreprise devient en vogue à compter du milieu des années 1980. L'entreprise privée est présentée comme un modèle plus souple, plus efficace, plus performant et plus rentable que la bureaucratie d'État, le bénévolat communautaire ou le travail au foyer pour produire des biens et des services.

Ensuite, c'est l'épisode du déficit-zéro (1995-2000), où l'État se soumet aux exigences des grands créanciers, qui lui ordonnent de résorber le déficit. Autrement dit, on veut moins de services publics et de programmes sociaux, moins de règles et de contrôle des marchés. Le déficit-zéro a pour conséquence d'appauvrir encore davantage les pauvres et une partie de la classe moyenne. Le désenchantement et l'insécurité de cette dernière ouvrent la voie aux politiques de droite, qui promettent moins d'impôts et plus d'efficacité et de « choix » par l'entremise de la privatisation.



## CITOYENNES DEBOUT !

Le « mouvement économique » que représente la mondialisation des marchés en complet capitaliste et cravate néolibérale est surtout défini et contrôlé par de grandes sociétés multinationales ainsi que par les institutions financières et commerciales internationales qui en sont les actionnaires. Toutefois, les problèmes sociaux et environnementaux qui découlent de ce mouvement ont soulevé de nombreuses résistances citoyennes dans le monde entier.

Parmi les mouvements citoyens qui s'élèvent contre ce système économique mondial, pensons à la Marche mondiale des femmes, au rassemblement militant lors du Sommet des peuples des Amériques, à la Coalition pour une loi sur l'élimination de la pauvreté ainsi qu'aux comités locaux mobilisés pour protéger la forêt des « coupes à blanc », les rivières des barrages, les terres des mégaporcheres.

Ce contexte de grande turbulence est également propice à une réflexion sur l'économie, voire à une redéfinition de celle-ci, puisque les besoins essentiels d'une grande partie de l'humanité ne sont aucunement remplis et que ceux de plusieurs de nos propres concitoyennes ne trouvent pas de réponse adéquate.

Voici deux exemples récents, au Québec, où des réseaux de citoyennes ont remis en question certains aspects du modèle économique dominant :

### La Marche des femmes contre la pauvreté « Du pain et des roses »

*La Marche des femmes contre la pauvreté « Du pain et des roses »* proposait en 1995 une orientation « sociale » à l'économie. Le mouvement considérait alors que les services publics et les organismes communautaires répondant à des besoins sociaux de même qu'en santé et en éducation constituaient une dimension-clé de l'économie, aussi importante que les infrastructures publiques (routes, bâtiments publics, aqueducs, etc.). Ces « infrastructures sociales » reposent principalement sur le travail des femmes, qui constitue une contribution majeure au développement des personnes et des collectivités.

*« Nous entendons (par infrastructures sociales) des ressources mises en place par des collectivités pour améliorer la qualité de vie. Ces ressources peuvent se donner des missions diverses : combattre les inégalités et la discrimination, briser l'isolement des personnes, favoriser l'entraide, la prise en charge, l'éducation populaire, le sentiment d'appartenance et la participation, venir en aide aux personnes malades, âgées ou handicapées, garder les enfants, alphabétiser, accueillir, intégrer, etc. On le voit, il s'agit ici de ressources vitales pour une communauté. On parle donc d'économie sociale, de qualité dans les rapports humains plutôt que de surconsommation de produits manufacturés. Cette économie sociale est une alternative à l'exclusion marquée de beaucoup de femmes de l'économie de marché. »*

Quand on remet en question la version officielle de l'économie (marché = économie), comme l'avait fait la Marche des femmes, qui cela dérange-t-il le plus ?

Pourquoi le travail des femmes au sein de leur famille ou de leur communauté fait-il l'objet d'une reconnaissance économique moindre que le travail en entreprise ?

Pourquoi les services fournis aux personnes qui sont en difficulté en raison de l'isolement, de la pauvreté ou de la violence sont-ils considérés comme « coûteux » ou « non rentables » par l'économie de marché ?

Pourquoi de tels services, lorsqu'ils sont salariés, n'obtiennent-ils qu'une « reconnaissance » qui rime avec salaire minimum, inéquité salariale ou précarité ?

## Le Chantier de l'économie sociale

En 1996, le Chantier de l'économie sociale est mis en place dans le cadre d'un Sommet sur l'emploi et l'économie du Québec. Le groupe de travail mise sur la démocratisation de l'économie et favorise un modèle d'entrepreneuriat collectif.

L'économie sociale englobe donc toutes les entreprises qui ont adopté un modèle de gestion démocratique des ressources, des profits et de l'organisation du travail. Les entreprises d'économie sociale sont également réputées offrir des services ou des biens qui contribuent à la qualité de vie et au bien-être de la population.

L'économie sociale inclut des entreprises comme les coopératives financières, agroalimentaires et forestières qui se situent dans l'économie de marché et qui obéissent en partie aux lois du marché, tout en favorisant le développement local. Le Chantier soutient également le développement de services d'aide domestique et de périnatalité, les ressourceries (gestion écologique des déchets) et les habitations communautaires.

Le Chantier inscrit son action dans le cadre de la promotion de l'investissement solidaire, du commerce équitable et du développement durable, sur le plan tant local qu'international, et il appuie les luttes sociales contre la pauvreté et le chômage.

Quand on mise sur la démocratisation de l'économie comme le fait le Chantier, qui cela dérange-t-il le plus ?

Pourquoi les entreprises collectives représentent-elles aux yeux des entreprises privées une concurrence déloyale ?

Pourquoi la finalité sociale des entreprises collectives est-elle jugée de moindre valeur sur les marchés ?

**POUR EN SAVOIR PLUS** au sujet du DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE SOCIALE AU QUÉBEC, veuillez consulter les sites Internet du Chantier d'économie sociale, du Réseau d'investissement social du Québec (RISQ) et du Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire (CSMO-ESAC) :

Chantier d'économie sociale : <http://www.chantier.qc.ca>

RISQ : <http://www.fonds-risq.qc.ca>

CSMO-ESAC : <http://www.csmoesac.qc.ca>

Le Regroupement québécois des coopérateurs et coopératives du travail (RQCCT) offre un soutien technique aux coopératives en économie sociale :  
<http://www.rqcct.org>

Les membres du Réseau québécois du crédit communautaire (RQCC) offrent aide technique et micro-crédit aux personnes à faible revenu désireuses de lancer une entreprise :  
<http://www.rqcc.qc.ca>

**SI LA QUESTION DES FEMMES EN ÉCONOMIE SOCIALE** vous intéresse tout particulièrement, vous pouvez lire Isabelle GUÉRIN, *Femmes et économie solidaire*, Paris, La Découverte, 2003.

Sur les plans régional et local, on peut également trouver des cadres de référence ainsi que des critères d'admissibilité aux fonds dédiés en économie sociale. **POUR EN SAVOIR DAVANTAGE**, vous pouvez vous informer auprès de votre Centre de développement local (CLD) ainsi qu'auprès du Comité régional d'économie sociale ou d'un comité sectoriel de votre Conseil régional de développement (CRD ou CRCDD).

**VOUS POUVEZ ÉGALEMENT VOUS INFORMER AUPRÈS DES ORGANISMES SUIVANTS :** la Table régionale de concertation des groupes de femmes, la Corporation de développement communautaire (CDC), la Corporation de développement économique communautaire (CDEC) ou la Société d'aide au développement des communautés (SADC). Cependant, les CDC, CDEC et SADC ne sont pas présentes dans toutes les régions du Québec.

Réseau des tables régionales des groupes de femmes (RTRGF)  
Courriel : [reseaudestables@sympatico.ca](mailto:reseaudestables@sympatico.ca)  
Téléphone : (819) 693-9174

Table nationale des corporations de développement communautaire (TNCDC)  
Courriel : [tncdc@tncdc.qc.ca](mailto:tncdc@tncdc.qc.ca)  
Téléphone : (418) 478-9647

Regroupement des CDEC du Québec  
Courriel : [intercedec@qc.aira.com](mailto:intercedec@qc.aira.com)  
Téléphone : (514) 255-0005

**VOUS POUVEZ TROUVER** la liste des comités régionaux en économie sociale (CRÉS) sur le site Internet de l'Association des régions du Québec (Conseils régionaux de développement):  
<http://www.regions.qc.ca/fr/membres/comite.asp>

Association des CLD du Québec:  
<http://www.acldq.qc.ca>

Réseau des SADC du Québec:  
<http://www.reseau-sadc.qc.ca/francais/accueil.html>

Carrefour québécois du développement local:  
<http://www.carrefourqdl.qc.ca>

# L'ÉCONOMIE EST TOUJOURS POLITIQUE...

**L**es lois du marché<sup>3</sup> ne sont pas « NEUTRES » ou « NATURELLES ». Elles n'ont pas créé l'égalité entre les peuples, entre le Nord et le Sud, entre les femmes et les hommes, entre les générations. Dans bien des cas, elles ne font qu'accentuer les écarts et les problèmes.

## VOICI UN EXEMPLE POUR ILLUSTRER EN QUOI LA LOI « NATURELLE » DU MARCHÉ NE FONCTIONNE PAS :

Des milliers de personnes ne mangent pas à leur faim ou meurent de faim tous les jours sur la planète. En principe, il y aurait assez d'aliments produits pour nourrir adéquatement tout le monde tous les jours. En principe, les « lois du marché » sont censées organiser l'offre et la demande de biens et de services et répondre à ce besoin essentiel.

En pratique, les aliments ne sont pas accessibles à toutes ni distribués largement. De plus, il y a une surproduction d'aliments, qui sont invendus et par la suite détruits même s'ils ne sont pas périmés. Ce gaspillage en masse a lieu pour maintenir les prix du marché et assurer aux entreprises le contrôle de leur part de marché, ainsi que pour leur maintenir leur marge de profit.

Par conséquent, les gens qui n'ont pas d'argent pour acheter des aliments, ceux qui n'ont pas de services ou de biens à échanger pour des repas et ceux qui n'ont pas les moyens de produire leurs propres aliments sont plongés dans l'insécurité alimentaire, et plusieurs d'entre eux crèvent de faim.

Il y a certainement des problèmes techniques ou des obstacles naturels qui peuvent affecter la production, la conservation et la distribution des aliments. Mais souvent, ce sont des conflits politiques qui constituent les principaux obstacles à la sécurité alimentaire des êtres humains.

---

3- Les lois du marché : équilibre dit « naturel » entre l'offre et la demande. Dans un marché compétitif, les individus sont réputés poursuivre leurs propres intérêts, et il y aurait un équilibre automatique qui se ferait entre ceux qui vendent (l'offre) et ceux qui achètent (la demande). La main invisible du marché est l'expression formulée par Adam Smith, économiste du XVIII<sup>e</sup> siècle, pour désigner les forces qui régulent automatiquement l'offre et la demande dans les marchés compétitifs. Référence : Nancy FOLBRE, *The Invisible Heart – Economics and Family Values*. New York, The New Press, 2001, p. xii et xiii.



Les dirigeantes, les investisseuses, les producteur, les consommateur et les travailleuseuses, ne sont pas toutes sur un pied d'égalité au point de départ et n'ont pas un accès égal aux ressources, aux savoirs et aux pouvoirs. Les rapports inégaux entre les peuples, entre les hommes et les femmes, entre des localités ou des régions sont à la base des écarts et des problèmes économiques.

Le petit groupe privilégié ou puissant qui s'approprié et contrôle les ressources, les biens, les terres, les outils et les technologies pour ensuite exclure, discriminer, extorquer les autres, est un scénario hélas classique qui se reproduit d'une époque à l'autre. Les groupes qui décident d'inclure et d'exclure certaines personnes ou d'accorder une valeur supérieure ou inférieure à une activité ou à un travail donné parce que cela leur permet d'acquérir plus de ressources, de savoirs et de pouvoirs font aussi partie du problème.

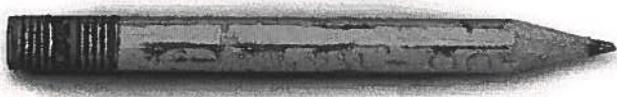
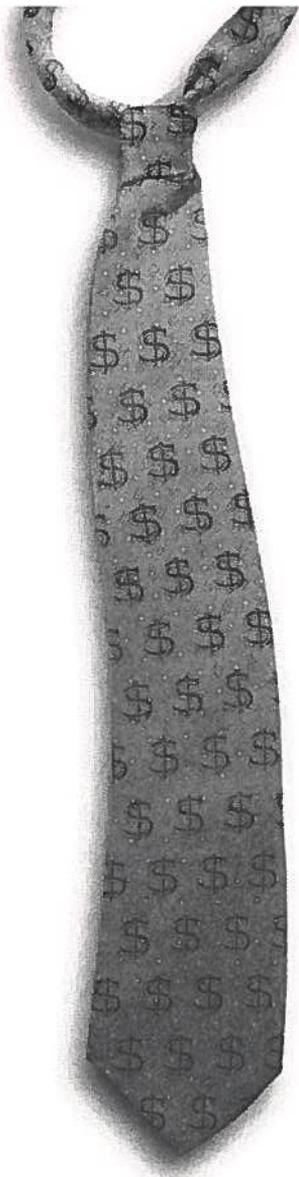
Ce ne sont pas les lois du marché qui vont changer ces rapports de domination, puisque les intérêts individuels d'un petit nombre pèsent plus lourd que ceux de la grande majorité.

Jusqu'à présent, ce sont les mouvements sociaux qui ont revendiqué des lois, des règles et des mécanismes institutionnels voués au contrôle des marchés, ce qui a permis de réduire certains écarts économiques. Les luttes politiques ainsi que les projets-terrain menés par des groupes de citoyennes en vue de démocratiser, de socialiser, d'«écologiser» ou de «féminiser» le développement ou les entreprises contribuent également à libérer l'économie du complet capitaliste et de la cravate néolibérale qui l'étouffent. Ces lois, ces luttes et ces projets sont nécessaires pour la survie de l'humanité et de la planète.

**À TITRE DE RÉFÉRENCE**, voici les adresses Internet de quelques mouvements sociaux et de certains médias électroniques qui proposent des solutions de rechange au modèle économique dominant :

- ▶ Marche mondiale des femmes ([www.ffq.qc.ca/marche2000/fr/index.html](http://www.ffq.qc.ca/marche2000/fr/index.html))
- ▶ Forum social mondial (<http://www.portoalegre2003.org/publique/>)
- ▶ ATTAC (<http://attac.org/quebec/taxetobin/>)
- ▶ Équiterre ([www.equiterre.qc.ca](http://www.equiterre.qc.ca))
- ▶ Simplicité volontaire ([www.simplicitevolontaire.org](http://www.simplicitevolontaire.org))
- ▶ Collectif pour un Québec sans pauvreté ([www.pauvrete.qc.ca](http://www.pauvrete.qc.ca))
- ▶ Collectif D'abord solidaires ([www.dabordsolidaires.org](http://www.dabordsolidaires.org))
- ▶ Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire ([www.alliance21.org](http://www.alliance21.org))
- ▶ Vous pouvez également vous informer sur les activités du chantier « femmes et économie » de l'Alliance sur le site <http://women.socioeco.org/fr/index.html>
- ▶ Le portail des femmes solidaires ([www.cybersolidaires.org](http://www.cybersolidaires.org))
- ▶ vous pouvez également consulter le site « Les Pénélopes » ([www.penelopes.org](http://www.penelopes.org))
- ▶ Le portail de l'économie solidaire ([www.mediasol.org](http://www.mediasol.org))





# *Qu'est-ce que la richesse?*



FICHES DE RÉFLEXION SUR L'ÉCONOMIE,  
LA RENTABILITÉ SOCIALE ET LES  
INDICATEURS SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

## QUAND LA SÉCURITÉ FINANCIÈRE ET LE CONFORT MATÉRIEL SONT LES SEULS SYNONYMES DE RICHESSE...

*Nous menons une vie très confortable. Nous avons une grande maison en banlieue, un beau chalet à la campagne, un bateau, une motoneige et un quatre-roues motrices. Avec notre cinéma maison, nous voyons toutes les dernières nouveautés vidéo. Nous allons en vacances dans le sud à chaque hiver, et à Cape Cod tous les étés. Nos enfants fréquentent les meilleures écoles privées de la région depuis le primaire. Depuis 20 ans, j'accumule des REER, en plus de mon régime de retraite, ce qui me permettra de vivre confortablement et sans tracas une « liberté 55 »...*

Les statistiques sur les ménages canadiens montrent que plusieurs possèdent deux voitures, deux ou trois téléviseurs, au moins un ordinateur, etc. Ces biens sont d'ailleurs considérés comme des indicateurs de « richesse ».

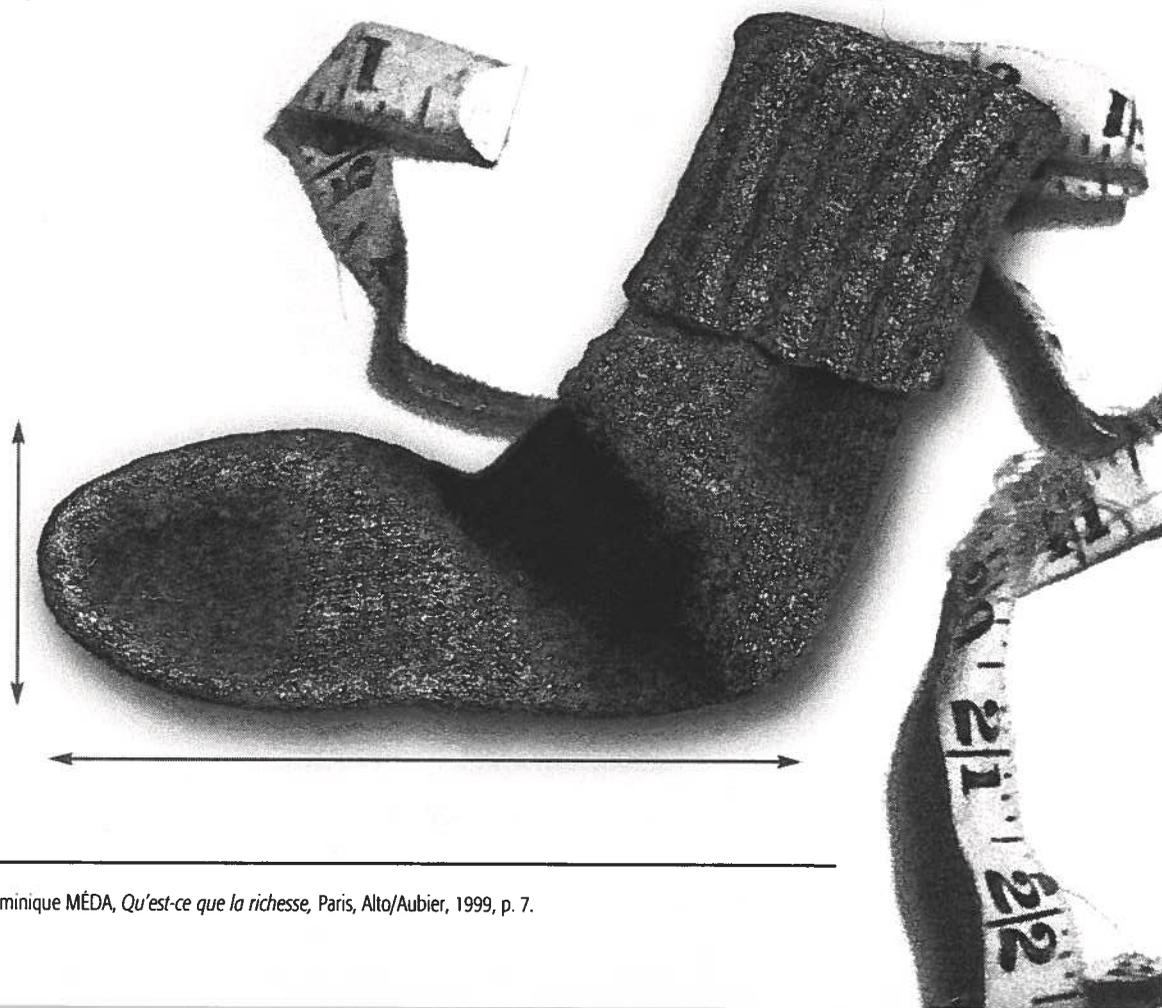
Mais, parmi tous ces biens qu'on accumule, quels sont ceux qui répondent à un besoin de base réel ou à une véritable nécessité? Lesquels sont superflus (ne pas l'avoir ne changerait pas grand-chose), jetables (usage unique) ou non durables (conçus pour durer un temps limité)?

Nos relations humaines, nos relations sexuelles, nos loisirs, nos repas et l'entretien ménager sont largement programmés par la publicité des entreprises, qui cherchent à créer ou à contrôler des marchés. Les produits et les modes de vie vantés par ces capsules publicitaires sont censés nous rendre compétentes, heureuses, beaux et belles, minces, séduisantes, populaires, confiantes, gagnantes. Combien de temps ces illusions durent-elles, et quelles en sont les conséquences?

L'oasis de la vie privée n'est pas à l'abri de l'économie: il y a du gaspillage matériel et de l'exploitation humaine, ce qui fait rouler l'économie, augmenter la croissance et la richesse...

LA «RICHESSÉ» N'EST-ELLE QU'UNE QUESTION D'ARGENT, DE BIENS, DE PROPRIÉTÉ PRIVÉE OU ENCORE DE CÉLÉBRITÉ ET DE POUVOIR?

*«[...] la question se pose aujourd'hui de savoir si nous devons nous contenter de cette conception datée et sans doute archaïque de la richesse, ou si nous ne devons pas plutôt repenser ces indicateurs qui mettent en évidence le nombre considérable de produits que nous sommes capables de réaliser, mais ignorent d'autres aspects de notre vie, quand ils ne nous en donnent pas une représentation fausse'.»*



## ET SI L'ARGENT, LES BIENS ET LA PROPRIÉTÉ N'ÉTAIENT QU'UNE PARTIE DE LA RICHESSE, TANT INDIVIDUELLE QUE COLLECTIVE?

La « richesse » recherchée par les individus, les groupes et les communautés n'est pas uniquement d'ordre matériel et financier. Les liens et la qualité des liens entre les êtres humains, à l'intérieur de la famille, dans la communauté, dans un hôpital ou en usine, dans la rue ou dans les commerces, sont importants et font aussi partie de la « richesse ».

La richesse, c'est aussi les « biens publics » que l'on se donne collectivement, par exemple les bibliothèques, les parcs naturels, les écoles et les services de santé. Ces biens publics sont en principe accessibles à tout le monde, contrairement aux biens privés qui sont généralement à l'usage exclusif des individus qui les possèdent ou qui peuvent se les payer.

*«[...] la richesse, conçue comme l'ensemble des augmentations ou des améliorations apportées à un patrimoine commun, un ensemble de dispositifs, de biens, de services et de patrimoines bons pour l'ensemble de la société, individus et collectif compris<sup>2</sup>.»*

Bien entendu, en l'absence de sécurité financière et de confort matériel, il est beaucoup plus difficile de se considérer « riche ». Cependant, l'apparence de « richesse » chez les individus, tout comme les signes de « croissance » dans l'économie locale ou nationale sont parfois trompeurs.

Les indicateurs de richesse matérielle et de rentabilité financière ne disent pas tout. L'enrichissement financier personnel des investisseurs et des dirigeants et la mainmise sur un segment de marché sont trop souvent les seuls indicateurs de succès d'une entreprise ou de « l'économie ». Il est plus rare que la sécurité des employées, la santé des résidentes, un faible taux de pollution, la durabilité et l'accessibilité des produits soient également considérés comme des indicateurs de richesse et de rentabilité.

---

2- Dominique MÉDA, *Qu'est-ce que la richesse*, Paris, Alto/Aubier, 1999, p. 77.



## **Produire de la richesse, ça veut dire quoi ?**

Créer des emplois et faire des profits ? Fabriquer des biens et offrir des services ? Les entreprises sont-elles les seules à produire de la richesse ?

Une entreprise peut susciter des investissements de millions de dollars et créer cent emplois. Généralement, on suppose que grâce à cette entreprise, il y aura un enrichissement individuel et collectif de l'ensemble du milieu. C'est ce qu'on appelle l'effet arrosoir des activités d'entreprises.

Les bénéfices de l'effet arrosoir « pleuvent-ils » sur l'ensemble de la population ? Sinon, quelles sont les personnes qui en bénéficient le plus directement ?

Que penser de la qualité et de la sécurité des emplois créés ? Les conditions de travail et l'organisation du travail dans l'entreprise améliorent-elles concrètement les conditions de vie et de santé des employées ?

Quelle est la qualité des biens ou des services produits par l'entreprise ? Sont-ils accessibles à l'ensemble de la population ou seulement aux nantis ? La production a-t-elle des effets polluants sur l'environnement ? Les biens et les services sont-ils essentiels ou superflus, etc. ?

La fiche « Qu'est-ce que la richesse » est une fiche de réflexion préalable aux blocs sur la rentabilité sociale et les indicateurs. Si l'on veut dresser des listes d'indicateurs de rentabilité sociale, c'est parce que l'on considère que les indicateurs de richesse financière et matérielle sont trop étroits ou trop réducteurs et qu'ils sont incapables de mettre en évidence et de faire valoir les dimensions non financières et non matérielles du travail productif, de l'échange et de la consommation.

La fiche « Le cœur invisible de l'économie » montre l'existence d'une richesse invisible, produite par les femmes en particulier, et qu'il importe de reconnaître à sa juste valeur.

D'autre part, les notions de bien public, de bien commun et d'intérêt général se trouvent souvent au cœur des discussions sur la richesse « vue et comprise autrement ».

Au Québec, le collectif *D'abord Solidaires* a soulevé la question du bien commun dans le cadre d'une campagne d'éducation populaire au sujet des plates-formes électorales des partis politiques.  
(<http://www.dabordsolidaires.org>).

La coalition *Eau Secours!* considère l'eau et l'accès à l'eau potable comme un bien public. Pour mieux comprendre les conséquences de la privatisation de l'eau :  
<http://www.eausecours.org>

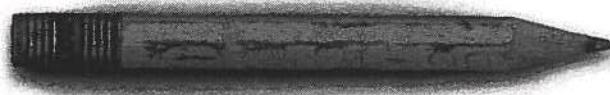
L'économiste français Jean Gadrey montre les limites du marché dans plusieurs secteurs économiques d'intérêt général (Jean Gadrey, « Les limites du marché », chapitre six de *Nouvelle économie, nouveau mythe?*, Paris, Champs/Flammarion, 2001, p. 147-183).

**POUR UNE RÉFLEXION PLUS APPROFONDIE  
SUR LA RICHESSE, VOICI QUELQUES RÉFÉRENCES :**

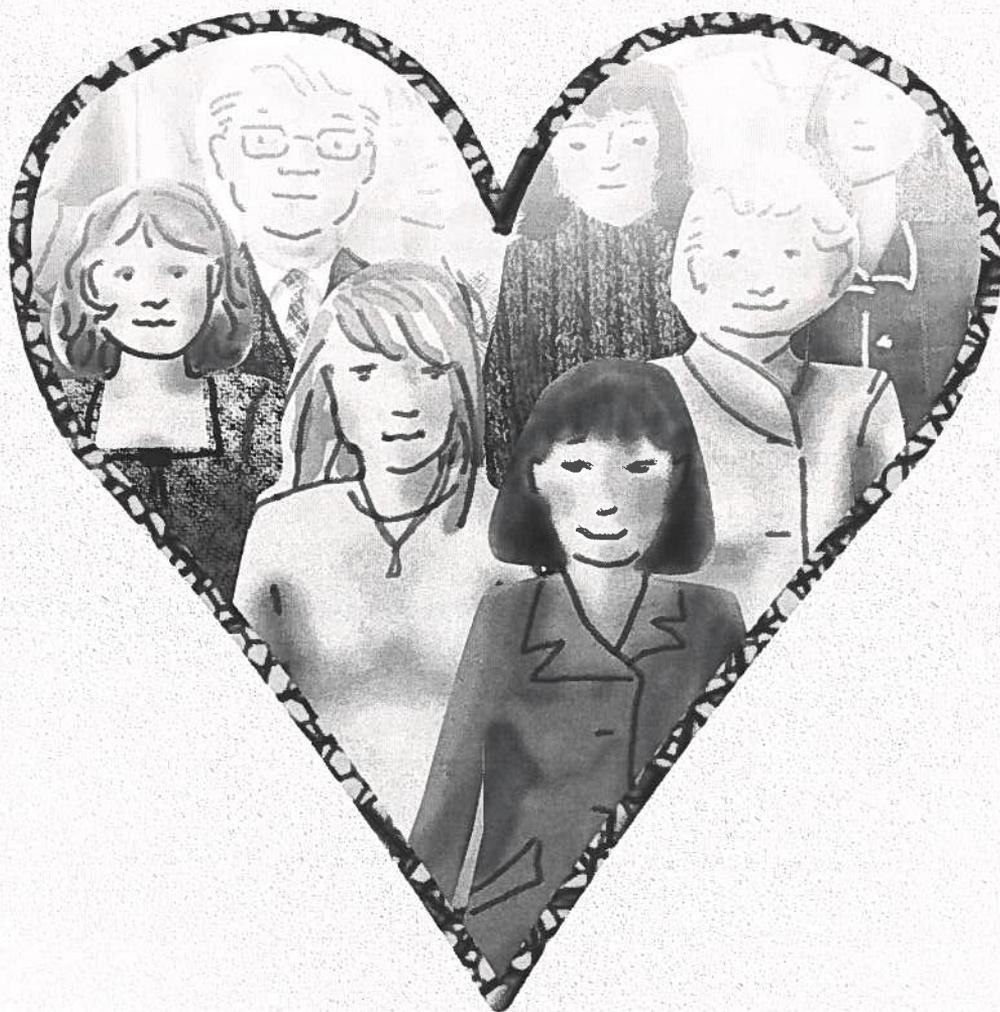
Dominique Méda, Qu'est-ce que la richesse, Paris, Alto/Aubier, 1999.

Le rapport « Reconsidérer la richesse » du philosophe Patrick Viveret. Ce rapport d'étape de la mission « Nouveaux facteurs de richesse » a été réalisé pour le compte du Secrétariat d'État à l'économie solidaire en France et publié en 2001. Il est possible de télécharger une version PDF du rapport à partir du site Internet suivant :  
<http://www.mediasol.org/download/viveret.pdf>

À la suite de la publication du rapport Viveret, un groupe de travail a été formé en France : le chantier « Reconsidérer la richesse ». On peut s'informer sur ses activités en consultant son site Internet :  
<http://www.placepublique.fr/esp/richeesse/index.html>



# *Le cœur invisible de l'économie*



FICHES DE RÉFLEXION SUR L'ÉCONOMIE,  
LA RENTABILITÉ SOCIALE ET LES  
INDICATEURS SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

**L**e « travail féminin » est comme le cœur invisible de l'économie<sup>1</sup>. Ce travail est associé aux rôles traditionnels des femmes dans la famille, la communauté et sur le marché du travail. Il s'agit du travail consistant à éduquer, à soigner, à écouter, à accompagner les personnes, à animer, à organiser et à entretenir des relations, des liens et des réseaux de personnes.

Ce travail comprend des actes, des gestes, des tâches qui exigent des compétences physiques et émotionnelles, des savoirs de nature psychologique, sociale et culturelle, des apprentissages en situation d'observation et par l'expérience. L'apprentissage de rôles traditionnels féminins se fait dans la famille, à l'école, aux services de garde, dans la rue, en regardant la télévision.

Ce travail traditionnel des femmes est l'un des piliers de l'économie. Ce travail de soins, d'aide et d'entretien n'est pas encore reconnu à sa juste valeur. Son invisibilité et sa dévalorisation économique pénalisent les femmes.

*«[...] étant donné leur assignation séculaire à la famille, l'immense majorité des femmes, volontairement ou contre leur gré<sup>2</sup>, ont, historiquement, d'abord produit, puis entretenu, soigné, éduqué et socialisé<sup>3</sup> des êtres humains. Elles les ont socialisés de façon à les faire advenir citoyens et citoyennes.»<sup>4</sup>*

Donc, du fait de la place historique qu'elles ont occupé dans la production et la reproduction des êtres humains.

*«[...] avec et contre leur volonté, les femmes sont ainsi devenues, au cours des siècles, des expertes dans la conception, l'organisation et la production d'activités offrant une réponse immédiate et anticipée aux différents besoins humains, sociaux et culturels de leurs familles et de leurs communautés.»<sup>5</sup>*

*«Outre le fait d'avoir été des productrices de vie, ces femmes sont devenues des productrices de qualité de vie, de santé, d'éducation, de culture, bref des productrices de socialisation et de citoyenneté, sources de productivité sociale. Si elles sont sources de productivité sociale, elles sont aussi source de rentabilité sociale et ultimement, de richesse sociale.»<sup>6</sup>*

---

1- Le cœur invisible de l'économie est l'expression utilisée par l'économiste Nancy Folbre pour décrire la production invisible de services de soins au cœur de l'économie de marché. Voir Nancy FOLBRE, *The Invisible Heart – Economics and Family Values*, New York, The New Press, 2001. «*The invisible hand of markets depends upon the invisible heart of care. Markets cannot function effectively outside the framework of families and communities built on values of love, obligation, and reciprocity. Women have traditionally been assigned disproportionate responsibility for the invisible heart, but are no longer willing to accept it. Feminism has successfully challenged the double standard, demanding that care should be equally shared. But it hasn't given much advice on how much care we should provide, or to whom. The milk of human kindness does not flow from some natural, inexhaustible source. Nor is it produced according to the laws of supply and demand.*» (Folbre, 2001 : 21)

2- Sur la question de la conscience des femmes, voir Mathieu, 1991.

3- Sur la socialisation comme procès de travail, voir Juteau-Lee, 1983.

«... C'est dans le cadre d'une relation d'entretien matériel que la culture se transmet, que la socialisation se déroule. Voilà [...] une activité matérielle et idéale qui, malgré sa poésie, épuise les mères pendant que se fabrique un autre être humain, une activité qui implique leur totale mobilisation et qui est accomplie gratuitement par les reines du foyer [...] pendant que les époux, eux, vont travailler.» (Juteau-Lee, 1983, p. 48-49)

4- Louise TOUPIN, *Des indicateurs socio-communautaires pour estimer le travail des femmes dans les communautés*, Condition féminine Canada, 2001, p. 23.

## RENDRE VISIBLE ET RECONNAÎTRE LA RICHESSE DU TRAVAIL DES FEMMES

**S**i les femmes sont au cœur du développement des communautés, donc de la société et de l'économie *at large*, leurs nombreuses contributions n'obtiennent pas toute la reconnaissance sociale et économique qui leur est due.

À preuve, les millions d'heures consacrées à leur travail ménager et à leur travail bénévole comptent parmi les investissements économiques les plus importants pour assurer durablement la qualité de vie ainsi que la santé et l'éducation de leurs enfants, de leurs conjointes, de leurs parents, de leurs proches et de leurs concitoyennes.

Cependant, ce travail non rémunéré ne compte pas dans le produit intérieur brut du pays. Les transactions financières ou encore la production et la vente de biens rares ou superflus ont plus de valeur, et sont donc réputées créer de la richesse.

Pourtant, l'économie se porterait beaucoup plus mal en l'absence du travail des femmes, essentiel au bien-être humain et social des investisseuses, des producteur*trices*, des consommateur*trices* et des travailleuse*uses*. Lorsque des tâches similaires sont accomplies dans le cadre d'un emploi rémunéré, elles sont souvent mal payées, et pèsent donc moins lourd dans la balance commerciale du pays.

La recherche menée par Louise Toupin<sup>7</sup> montre que la sous-évaluation du « travail féminin » est liée à trois facteurs : les indicateurs financiers, l'externalisation des coûts sociaux et environnementaux et le sexisme systémique.

---

5- Josée BELLEAU in Louise TOUPIN, Des indicateurs socio-communautaires pour estimer le travail des femmes dans les communautés, Ottawa, Condition féminine Canada, 2001, p.23

6- Louise TOUPIN, Des indicateurs socio-communautaires pour estimer le travail des femmes dans les communautés, Ottawa, Condition féminine Canada, 2001, p.24.

7- Louise TOUPIN, *Des indicateurs socio-communautaires pour estimer le travail des femmes dans les communautés*. Ottawa, Condition féminine Canada, 2001. Le document est disponible sur le site Internet de Condition féminine Canada : <http://www.swc-cfc.gc.ca/publish/research/010228-0662650344-f.html>

## **L'UTILISATION D'INDICATEURS DE RICHESSE MATÉRIELLE ET FINANCIÈRE**

Les indicateurs de richesse sont surtout associés à la richesse matérielle et financière, à la production de biens, aux mesures comptables, etc. Ces mesures mettent l'accent sur la « performance économique » d'une activité, et non pas sur la finalité et l'utilité sociale de ladite activité. « Ce qui compte », c'est la rentabilité financière, le rapport financier « coûts-bénéfices », l'efficience liée aux coûts.

Or, les femmes ont des activités économiques visibles et invisibles qui sont souvent centrées sur des objectifs sociaux et dont les résultats consolident d'abord les dimensions humaine, sociale et culturelle du développement. La richesse qu'on trouve au cœur des liens personnels et sociaux, du sentiment d'appartenance, d'accomplissement ou de sécurité ainsi que dans l'expression de la solidarité ou de la citoyenneté, dans l'état de santé et dans le niveau d'éducation ou de culture nécessite une autre gamme d'indicateurs.

## **L'EXTERNALISATION DES COÛTS SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX**

Dans le modèle économique actuel, les entreprises « externalisent » les coûts sociaux et environnementaux qui découlent de leur manière de produire et de tirer de leur production un maximum de profit.

Par exemple, une entreprise de produits chimiques est subventionnée pour créer de l'emploi. Elle bénéficie d'avantages fiscaux pour faire de la recherche, mais elle n'est pas pénalisée pour le chômage qu'elle engendre lorsqu'elle met à pied des employées pour compenser les pertes causées par un ralentissement des ventes ou une dégringolade des cours boursiers. Elle n'est pas non plus pénalisée pour les problèmes de santé affligeant les travailleuses ou la population locale, qui sont associés aux effets secondaires des produits toxiques qu'elle déverse dans l'environnement (pollution de l'air, du sol et de l'eau).

Dans le système économique actuel, les coûts sociaux et environnementaux engendrés par les activités économiques sont reportés sur le dos des personnes, des familles, des communautés ou de l'État.

Les femmes assument une bonne part des coûts sociaux externalisés : responsabilités familiales, emplois de services aux personnes dans les groupes communautaires, les services publics et les entreprises.

## LE SEXISME

Les activités économiques des femmes ne se voient pas toujours accorder la même importance que les activités économiques des hommes. Dans les recherches, les statistiques, les politiques, les programmes économiques, il est encore fréquent de sous-estimer<sup>8</sup> ou de rendre invisible<sup>9</sup> le travail accompli par les femmes dans toutes les sphères ainsi que le travail dit « féminin » accompli en majorité par des femmes et aussi par des hommes.

LE MOUVEMENT DES FEMMES favorise l'égalité sociale et économique des femmes et met de l'avant plusieurs objectifs, dont les suivants :

- réduire les écarts hommes-femmes dans la société et l'économie;
- rehausser les conditions de vie et de travail des femmes en général, et des femmes des populations défavorisées en particulier;
- favoriser l'intégration des femmes et des populations défavorisées à la citoyenneté et à l'emploi;
- reconnaître la contribution des femmes au développement de leurs communautés par leur travail visible et invisible.

**Il y a donc tout intérêt à établir et à appliquer :**

- des mesures concrètes (programmes et mesures spécifiques) d'accès à l'égalité et d'équité pour les femmes dans l'ensemble des sphères et lieux d'activités familiales, scolaires, sociales, communautaires, culturelles, professionnelles, économiques, politiques, etc.;
- des indicateurs liés à la richesse sociale et humaine (et à la production de cette richesse non financière, souvent immatérielle) : par exemple, la notion de « capital social<sup>10</sup> » nous permet de rendre visibles les réseaux sociaux d'un individu ou d'une communauté, ces réseaux procurant des contacts et de l'entraide, resserrant les liens sociaux, etc.;
- des indicateurs mettant en évidence les activités qui génèrent et régénèrent la qualité de vie des personnes et le tissu social d'une communauté.

---

8- Sous-estimer la valeur sociale et la valeur économique du travail des personnes jugées inférieures dans un système hiérarchique.

9- Invisibiliser : cacher, mettre à l'écart, ne pas prendre en compte.

10- Vous trouverez une définition du capital social à la fiche « Lexique ».

## LE TRAVAIL DOMESTIQUE ET LES FÉMINISTES NE FONT PAS TOUJOURS BON MÉNAGE...

**L**a reconnaissance économique du travail traditionnel des femmes est « problématique » pour plusieurs féministes. D'une part, ces emplois représentent le rôle féminin stéréotypé de la « femme dévouée au service des autres ». D'autre part, ce sont des ghettos d'emploi : les conditions de travail et salariales des emplois de soins, d'aide et d'entretien sont souvent peu avantageuses sur le marché du travail.



Le travail domestique en particulier symbolise la place assignée aux femmes dans l'économie patriarcale. Ainsi, le travail au foyer est synonyme de dépendance matérielle et financière des femmes envers les hommes.

Le mouvement féministe des années 1960 et 70 a décrié l'isolement social et la dépendance économique des « femmes au foyer ». Pour en sortir, on a proposé l'accès des femmes à l'emploi sur le marché du travail, aux métiers non traditionnels et aux postes de direction mieux payés, et le partage égal des tâches domestiques entre conjoints.

Par ailleurs, contrairement aux femmes de la classe moyenne, plusieurs femmes de milieu ouvrier n'ont pas connu cette expérience de « femmes au foyer » isolées, car elles n'ont jamais cessé d'occuper des emplois dans les manufactures et les usines. De plus, ce sont surtout des femmes de milieu ouvrier ou rural ainsi que des femmes immigrantes ou issues de minorités ethnoculturelles qui occupent des emplois de travailleuses domestiques dans des maisons de familles mieux nanties. Ces aides familiales sont généralement sous-payées, et leurs conditions de travail sont peu avantageuses<sup>11</sup>.

Symbole de dépendance et d'isolement pour les femmes de la classe moyenne, symbole d'exploitation, voire d'esclavage, pour les femmes immigrantes, le travail domestique est peu souvent valorisé par plusieurs féministes. Pourtant, ce travail est une source de fierté personnelle pour plusieurs femmes au foyer et de réalisation professionnelle pour la majorité des aides familiales<sup>12</sup>.

---

11- Ruth ROSE et Elizabeth OUELLET, *Une évaluation de l'emploi d'aide familiale*, étude réalisée pour l'Association des aides familiales du Québec, Montréal, Protocole UQAM-Relais-femmes, septembre 2000.

12- Raphaëlle DE GROOT et Elizabeth OUELLET, *Plus que parfaites : les aides familiales à Montréal 1850-2000*, Montréal, Les Éditions du remue-ménage, 2001.

Invisible, dévalorisé ou sous-payé, le travail de soins, d'aide et d'entretien que les femmes assument, dans le cadre d'un emploi ou au foyer, n'en constitue pas moins un apport indispensable au roulement de l'économie et à la « reproduction de la force de travail ».

En dernière analyse, il faut bien que quelqu'un fasse le ménage, le lavage, les repas et les courses, aide les enfants à faire leurs devoirs, assure les soins aux parents malades et tout le reste. Ce travail ménager et de soins doit être partagé plus également entre les hommes et les femmes, les adultes et les enfants au sein d'une même famille, mais aussi sur le marché du travail.

Les services de garde à l'enfance et de soins à domicile pour les personnes âgées et handicapées font partie des solutions concrètes. Mais il faut davantage, par exemple des congés parentaux pour l'ensemble des travailleuses et travailleurs, quel que soit leur statut d'emploi, des services de répit pour les « aidantes naturelles », une réduction du temps de travail rémunéré pour un meilleur équilibre entre emploi et famille, l'accès aux régimes de rentes pour les travailleuses au foyer, l'équité salariale pour les emplois de soins aux personnes.

Rendre visible et reconnaître le travail ménager à sa juste valeur économique serait la moindre des choses.

Comptabiliser le temps de travail invisible et lui accorder une valeur monétaire, dans le calcul du produit intérieur brut de chaque pays, est une solution préconisée par de plus en plus de groupes de femmes dans le monde<sup>13</sup>.

Il est aussi important de soutenir concrètement les personnes qui, jusqu'à présent, ont assumé en grande partie ce travail, et qui sont en majorité des femmes. La « double tâche » des mères en emploi et la dépendance économique des femmes au foyer sont d'importants obstacles à leur autonomie et à leur égalité.



---

13- Au Québec, ce flambeau est porté depuis plusieurs années par l'Association féminine d'éducation et d'action sociale, qui a récemment proposé que le premier mardi d'avril soit la journée de reconnaissance du travail invisible.

**POUR PLUS D'INFORMATION** au sujet de la reconnaissance du travail invisible des femmes, consultez le site Internet de l'AFEAS :  
[http://www.afeas.qc.ca/travail/f\\_travail.html](http://www.afeas.qc.ca/travail/f_travail.html)

**POUR PLUS D'INFORMATION** au sujet de la reconnaissance du travail des aides familiales (AAFQ), consultez le site Internet de l'Association des aides familiales du Québec : <http://www.cam.org/~aafq>

D'autre part, les chercheuses Ruth Rose et Elizabeth Ouellet ont réalisé une étude sur la valeur du travail des aides familiales, notamment dans une perspective d'équité salariale.

Ruth Rose et Elizabeth Ouellet, *Le métier d'aide familiale : à la recherche d'un salaire équitable*, Montréal, Association des aides familiales du Québec, Relais-femmes, IREF, Services aux collectivités de l'UQAM et ARIR, 2002.

Ruth Rose et Elizabeth Ouellet, *Une évaluation de l'emploi d'aide familiale*, Montréal, Association des aides familiales du Québec, Relais-femmes et Services aux collectivités de l'UQAM, 2000.



# *Femmes au travail!*



FICHES DE RÉFLEXION SUR L'ÉCONOMIE,  
LA RENTABILITÉ SOCIALE ET LES  
INDICATEURS SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

**D**epuis 50 ans, les femmes dans leur ensemble ont fait des progrès en matière d'égalité économique. Aujourd'hui, la majorité des femmes entre 25 et 45 ans occupent un emploi. Certaines lois touchant le travail, l'éducation et la famille ont été amendées, des programmes scolaires ont été modifiés, les mentalités des hommes comme celles des femmes ont évolué. L'accès aux services de garde et aux congés de maternité consolide la place des femmes en emploi ainsi que leur accès à des emplois leur procurant des avantages sociaux comme un régime de retraite.

Les femmes sont plus présentes qu'auparavant dans les postes de commande et les domaines jadis réservés aux hommes, tandis que les jeunes hommes sont plus présents dans les métiers et les secteurs d'emplois traditionnellement féminins. Un plus grand nombre de femmes et d'hommes partagent les rôles et les emplois qui autrefois ne leur étaient pas assignés. Aussi la conciliation entre l'emploi et la famille est-elle devenue un enjeu majeur pour l'ensemble de la société, comme en témoigne la plus récente campagne électorale au Québec.

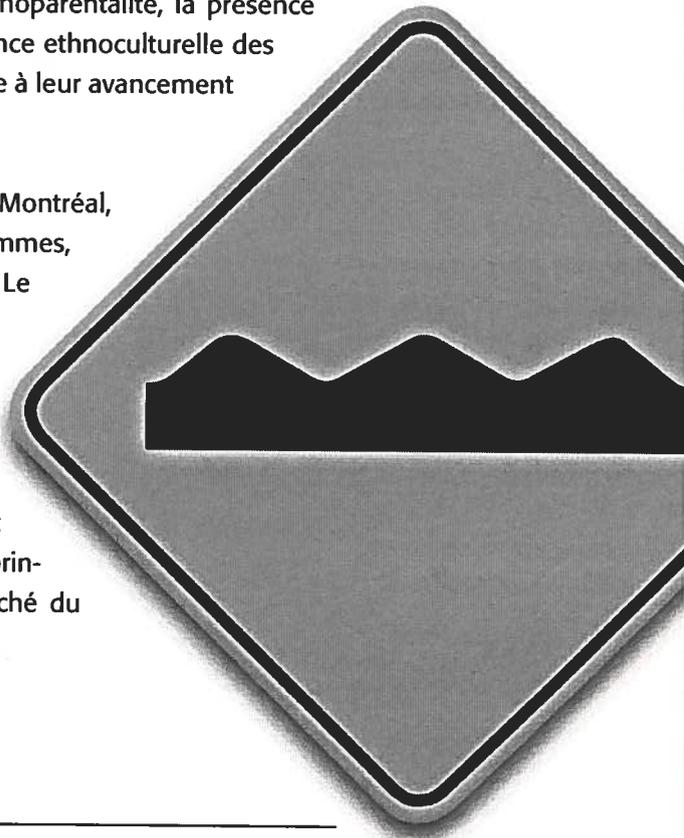
L'avancée des femmes sur le plan économique repose en bonne partie sur l'action du mouvement féministe en faveur de l'égalité des femmes. Deux clés majeures de cette émancipation ont été jusqu'ici l'accès à l'emploi et le développement des politiques sociales. Les programmes sociaux tels que les prestations d'aide et de soutien au revenu, le logement social, le transport public ainsi que les services de garde et de santé ont favorisé jusqu'à présent l'accès et le maintien en emploi des femmes.

Toutefois, malgré les apparences, les acquis récents demeurent fragiles. Un grand nombre de femmes vivent dans la précarité et l'insécurité économiques depuis des années. Les politiques néolibérales de la dernière décennie ont entraîné une réduction souvent draconienne des programmes sociaux ou de leur couverture, ce qui a plongé des milliers de femmes dans l'insécurité économique.

Par ailleurs, l'économie n'est pas neutre et demeure encore un espace fortement « sexué ». La division sexuelle du travail et de la richesse qui s'est installée au fil des siècles passés entre les femmes et les hommes dans la plupart des sociétés a tracé de profonds sillons et fossés qui ne s'effacent pas et ne se combrent pas en quelques décennies.

Des inégalités socioéconomiques persistent entre les hommes et les femmes, et entre les femmes. La faible scolarité, la monoparentalité, la présence d'enfants, le statut d'immigrante et l'appartenance ethnoculturelle des femmes sont aussi des facteurs qui font obstacle à leur avancement économique.

Par exemple, une étude récente montre qu'à Montréal, les écarts persistent entre les hommes et les femmes, et entre les femmes de diverses conditions<sup>1</sup>. Le taux d'emploi des femmes est encore inférieur à celui des hommes du même groupe d'âge, qu'elles aient ou non une éducation supérieure. Et ce taux est encore plus faible chez les femmes des minorités visibles et les femmes immigrantes. Lorsque les parents ont des enfants de moins de six ans, ce sont encore principalement les femmes qui se retirent du marché du travail<sup>2</sup>.



1- Lise MOISAN et COMITÉ FEMMES ET DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL, Êtes-vous du genre? *Un portrait comparatif de la situation socio-économique des femmes et des hommes de l'île de Montréal*, Montréal, Conseil régional de développement de l'île de Montréal, 2000.

2- Lise MOISAN et COMITÉ FEMMES ET DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL, Êtes-vous du genre? *Un portrait comparatif de la situation socio-économique des femmes et des hommes de l'île de Montréal*, Montréal, Conseil régional de développement de l'île de Montréal, 2000, p. 51-53-54-55.

## UN DOUBLE STANDARD ÉCONOMIQUE QUI PÉNALISE LES FEMMES

Le modèle économique dominant ne rend pas justice à toutes, pas plus qu'il ne favorise l'autonomie de toutes. Les résultats positifs des dernières décennies ne se distribuent pas également entre les femmes.

**Voici, brossées à grand trait, quelques situations qui mettent en lumière les contradictions d'une économie qui pénalise les femmes :**

Une femme « sans chèque » veut réintégrer le marché du travail après dix ans de travail au foyer. Elle cherche un emploi à temps plein. Elle s'inscrit à une agence de personnel qui lui trouve des postes sur appel ou à temps partiel. Mais le revenu qu'elle tire de ces emplois est insuffisant pour lui assurer une véritable autonomie financière. Elle dépend encore du revenu de son conjoint et ne bénéficie d'aucun régime de retraite personnel.

Une femme monoparentale prestataire d'aide sociale se trouve un emploi au salaire minimum. Avant d'occuper cet emploi, son revenu était de 50 % sous le seuil de la pauvreté. Cependant, en raison des dépenses supplémentaires liées au fait d'occuper un emploi (services de garde, transport, repas à l'extérieur, vêtements adéquats) et du fait que le salaire minimum est toujours sous le seuil de pauvreté, elle n'arrive pas encore à boucler son budget de base. Elle emprunte plus d'argent qu'avant à des proches, dont la situation est souvent aussi précaire que la sienne. De plus, le temps qu'elle consacre au travail a augmenté, car à l'instar des autres mères en emploi, elle cumule désormais responsabilités familiales et tâches professionnelles, sans avoir accès à l'aide ponctuelle d'une conjointe.

Pour avoir un niveau de vie relativement convenable, la majorité des femmes en emploi dépend en partie du revenu d'une conjointe et des transferts sociaux (allocation familiale, prestations de maternité, aide sociale).



**Une mère en emploi accomplit 70 heures de travail par semaine depuis plusieurs années : 35 heures en emploi rémunéré et 35 heures de travail ménager et de soins à la maison destinés à son conjoint et à leurs deux adolescents, ainsi qu'à sa mère en perte d'autonomie. Son conjoint se montre souvent peu disponible pour lui donner un coup de main dans les tâches ménagères. Elle est souvent épuisée, et de moins en moins capable de s'adapter aux changements qui se présentent, tant à la maison qu'à l'extérieur.**

**Une jeune femme diplômée «surfe» d'un contrat temporaire à l'autre depuis trois ans maintenant, espérant trouver une position plus stable et mieux rémunérée, entre autres parce qu'elle voudrait un jour avoir un enfant. Or, elle ne veut pas troquer sa sécurité financière et professionnelle pour le travail au foyer. Elle se demande combien d'années elle devra attendre pour réaliser ses projets.**

La majorité des femmes qui ont des enfants et qui occupent un emploi rémunéré assument la plus grande part des responsabilités domestiques, en particulier les soins aux enfants et leur éducation. Si les hommes accomplissent plus de tâches qu'auparavant, les femmes en font encore deux fois plus qu'eux<sup>3</sup>. La journée de travail, si on compte le temps rémunéré et non rémunéré, peut s'étendre sur douze à quinze heures d'affilée. Cette situation désavantage les femmes dans l'économie, laquelle dépend du travail invisible sans le reconnaître.



**Une femme immigrante vit et travaille au Québec depuis dix ans, mais n'a pas encore pu trouver un emploi correspondant à sa formation professionnelle. Depuis son arrivée au pays, elle transite d'un emploi «jetable» à l'autre pour survivre. Elle finit par trouver un emploi plus stable et compatible avec sa formation. Mais elle doit quitter cet emploi peu après son arrivée parce que la direction de l'entreprise refuse d'agir à la suite de la plainte qu'elle a déposée contre deux collègues de travail qui lui faisaient subir du harcèlement racial. Par conséquent, elle se retrouve à nouveau dans un emploi «jetable».**

Plusieurs femmes immigrantes occupant un emploi dans les maisons privées et les manufactures sont privées de droits, ou n'arrivent pas à voir leurs diplômes reconnus. Les femmes autochtones ainsi que les femmes des communautés culturelles font souvent face à la barrière du racisme dans leurs démarches d'emploi et d'entrepreneurship.

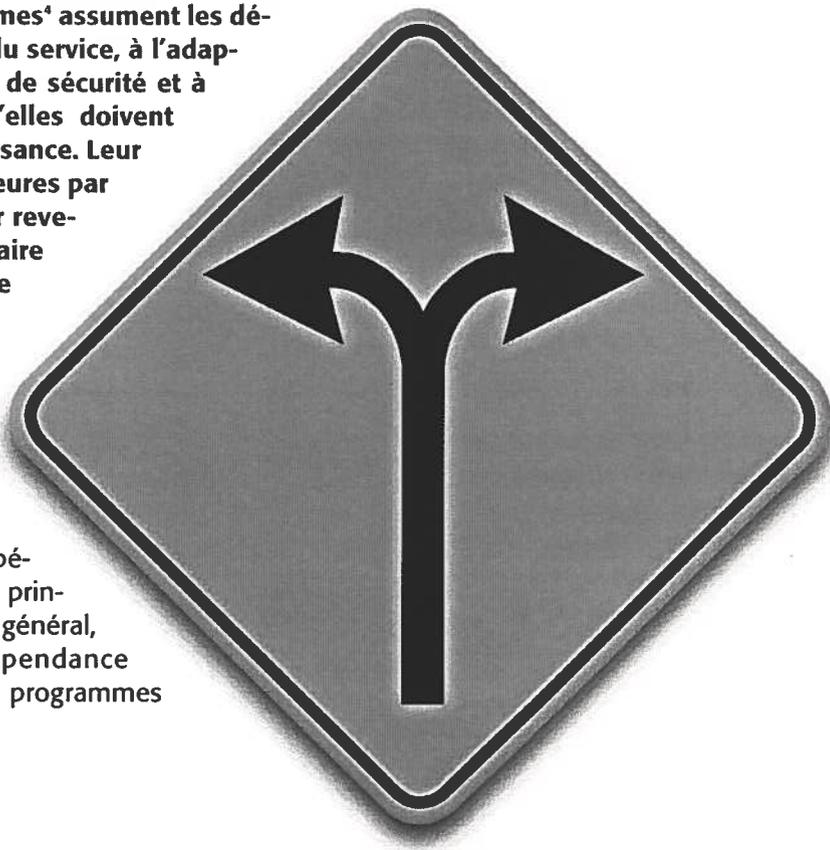
---

3- Référence: site Internet de l'Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFEAS: [www.afeas.qc.ca](http://www.afeas.qc.ca)); dossier du travail invisible, source: Statistique Canada, nos 93F0027XDB96014 et 96015, p. 2 et 3 de chaque document.



Une femme démarre un service de garde en milieu familial dans une nouvelle banlieue où plusieurs jeunes familles viennent de s'installer. Toutes les places du service sont comblées, et la liste d'attente est longue. Les places sont subventionnées par le gouvernement, et les parents paient la différence. Si les femmes gardent leur propre enfant, la place occupée n'est pas subventionnée. Ces travailleuses autonomes<sup>4</sup> assument les dépenses liées au fonctionnement du service, à l'adaptation de la résidence aux règles de sécurité et à la formation professionnelle qu'elles doivent suivre pour obtenir leur reconnaissance. Leur temps de travail dépasse les 50 heures par semaine. Au bout du compte, leur revenu équivaut à 50 % à peine du salaire minimum et ne leur permet pas de se procurer des régimes d'assurance ou de retraite.

En somme, l'une des bases du modèle économique dominant est un double standard «sexué», qui désavantage les femmes en ce qui a trait au temps, à l'énergie et aux compétences. Cela constitue l'une des causes principales de la pauvreté des femmes en général, et plus particulièrement de leur dépendance économique envers les hommes et les programmes sociaux.



---

4- On compte près de 10 000 éducatrices en milieu familial au Québec, affiliées aux Centres de la petite enfance. Elles ont un statut de travail autonome, et leurs conditions de travail reflètent en bonne partie la situation des femmes en micro ou très petite entreprise. Depuis 2001, plusieurs centaines d'entre elles revendiquent un statut d'employée salariée pour avoir accès à de meilleures conditions de travail.

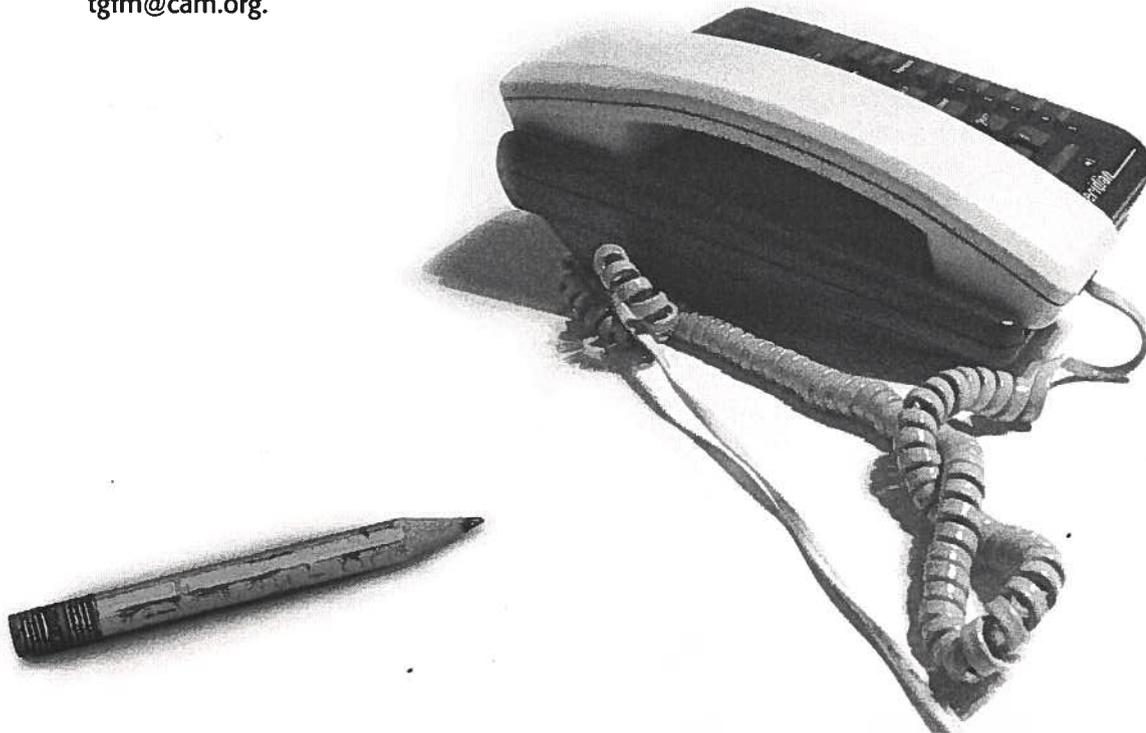
**POUR EN SAVOIR PLUS** sur la situation économique des femmes, vous pouvez communiquer avec les organismes suivants :

Le Conseil du statut de la femme (CSF) a produit un portrait socioéconomique des femmes de chaque région du Québec. Pour obtenir plus de renseignements à ce sujet, consultez son site Internet :

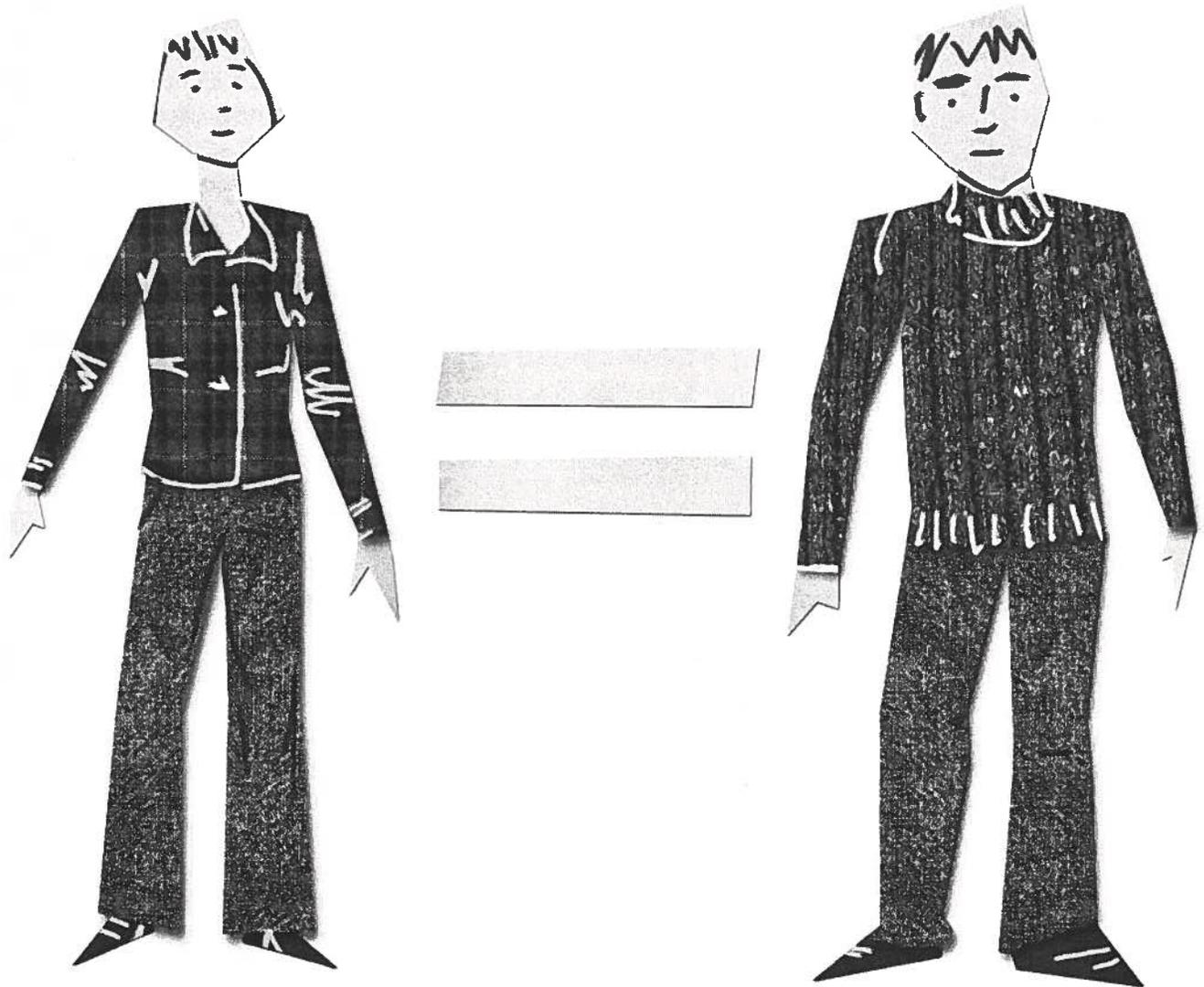
<http://www.csf.gouv.qc.ca>

Le Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT) offre de l'information et des analyses sur la situation des femmes sur le marché du travail. Le CIAFT coordonne également le comité avisier Femmes en développement de la main-d'œuvre. Pour en savoir plus, composez le (514) 954-0220. Vous pouvez également consulter son site Internet : <http://www.ciaft.qc.ca>

La Table des groupes de femmes de Montréal a organisé un colloque en mars 2003 dont le sujet était « Femmes des communautés culturelles et nouvelles réalités de l'emploi ». Les actes du colloque ont été publiés. Vous pouvez obtenir plus de renseignements par téléphone au (514) 381-3288 ou par courriel à [tgfm@cam.org](mailto:tgfm@cam.org).



# L'égalité des femmes



FICHES DE RÉFLEXION SUR L'ÉCONOMIE,  
LA RENTABILITÉ SOCIALE ET LES  
INDICATEURS SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

L'égalité des femmes est un droit récemment acquis. Sous la pression des mouvements de femmes nés au cours du XX<sup>e</sup> siècle, les gouvernements et la population en général ont reconnu le droit à l'égalité des femmes dans tous les domaines. Depuis les années 1960, l'objectif d'égalité entre les hommes et les femmes s'est peu à peu inscrit à l'intérieur des politiques, des programmes et des projets de développement mis de l'avant par les gouvernements fédéral et provincial.

Mais si le droit à l'égalité des femmes est maintenant un acquis juridique, ce ne sont pas toutes les femmes qui vivent dans les faits une situation d'égalité sociale, économique et politique. Plusieurs se trouvent encore aujourd'hui dans des situations marquées par la discrimination systémique, conséquence de la discrimination et de l'exclusion des femmes qui ont prévalu dans les lois et les mœurs pendant des siècles. Cet héritage a forgé des manières de penser et de faire qui, malgré la forte présence ou participation des femmes, ne prennent pas en compte leurs réalités, leurs savoirs ou leurs contributions. Ainsi, les préjugés négatifs envers les femmes persistent.

Le mouvement féministe a revendiqué l'accès à l'emploi pour toutes les femmes, mariées ou non. Il a mis de l'avant l'idée du partage égal des tâches domestiques entre conjoints. Il a encouragé les femmes à occuper des emplois traditionnellement masculins et mieux payés, à occuper des postes de direction ou à démarrer leur propre entreprise. Il a revendiqué l'équité salariale pour les emplois traditionnellement féminins, la hausse du salaire minimum et la réforme des normes du travail pour les travailleuses du bas de l'échelle. Il a demandé aux hommes de réduire leur temps de travail rémunéré afin de participer à l'éducation et aux soins de leurs enfants à la maison.

Malheureusement, certains individus et groupes entretiennent des sentiments et des perceptions douteuses, voire erronées, à l'égard de l'émancipation des femmes. Ainsi, on connaît présentement une période de ressac anti-féministe, qui n'est pas sans lien avec la remontée des valeurs conservatrices favorisée par le présent contexte d'insécurité économique sur les plans local, national et mondial.

Encore aujourd'hui, les politiques ou projets de développement (économique, social, local, régional ou durable) ne reconnaissent pas toujours explicitement l'objectif d'égalité des femmes en tant qu'enjeu déterminant du développement. C'est pourquoi il existe des politiques ou programmes en condition féminine. Ce sont des mécanismes qui permettent aux femmes, individuellement ou en groupes, d'interpeller les acteurs et les partenaires du développement et d'agir pour favoriser les changements souhaités.

Depuis 1985, de nombreux projets et activités ont été réalisés en vue de promouvoir l'accès égal des femmes aux ressources, aux technologies et aux processus décisionnels liés aux plans et aux projets de développement. En voici quelques exemples :

Les programmes gouvernementaux « À égalité pour décider » du Secrétariat d'État à la condition féminine (Québec)<sup>1</sup> et Promotion de la femme de Condition féminine Canada<sup>2</sup> soutiennent des actions ou des activités favorisant une participation plus grande et plus diversifiée des femmes dans la sphère publique.

La « cinquième orientation » de la politique en condition féminine du Québec<sup>3</sup> interpelle les organismes de développement local et régional pour qu'ils favorisent une plus grande participation des femmes et leur assurent une représentation adéquate. La Loi sur l'équité salariale exige des entreprises, petites et grandes, qu'elles reconnaissent une valeur égale aux emplois et aux métiers à prépondérance féminine.

Les actions spécifiques en condition féminine ne peuvent à elles seules transformer les mentalités, amender les lois et modifier les pratiques qui favorisent encore la prédominance économique ou la plus grande visibilité politique des hommes. C'est pourquoi chaque secteur d'activité, chaque réseau d'organismes ou d'entreprises doit faire sa part pour réaliser l'égalité des femmes dans ses pratiques.

## SUR LE CHEMIN DE L'ÉGALITÉ... APPRENDRE À RECONNAÎTRE LES DIFFÉRENCES ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES...

Pour atteindre l'objectif d'égalité des femmes, les organismes responsables du développement peuvent se doter d'instruments d'analyse et d'évaluation leur permettant de déterminer quelles sont les différences sociales, économiques et politiques entre les hommes et les femmes. Dans les dernières années, plusieurs approches ont été élaborées<sup>4</sup>, dont voici quelques-unes des principales :

**L'approche intégrée de l'égalité (AEI)**  
(Conseil de l'Europe)

**L'approche différenciée selon les sexes (ADS)**  
(gouvernement québécois)

**L'analyse comparative entre les sexes (ACS)**  
(gouvernement canadien)

**L'approche genre et développement (GED)**  
(organismes en développement international)

---

1- SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE DU QUÉBEC, programme de soutien financier À égalité pour décider : <http://www.scf.gouv.qc.ca/politique/egalite.asp>

2- CONDITION FÉMININE CANADA, programme Promotion de la femme : [http://www.swc-cfc.gc.ca/funding/wpframework\\_f.html](http://www.swc-cfc.gc.ca/funding/wpframework_f.html)

3- SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE, *La place des femmes dans le développement des régions, 5<sup>e</sup> orientation*, Québec, Gouvernement du Québec, 1997. Voir également : MINISTÈRE DES RÉGIONS et SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE, *La place des femmes dans le développement des régions : guide à l'intention des Conseils régionaux de développement*, Québec, Gouvernement du Québec, 1999 ; MINISTÈRE DES RÉGIONS, *La place des femmes dans le développement local : guide d'intervention à l'intention des Centres locaux de développement*, Québec, Gouvernement du Québec, 2001.

4- Synthèse d'information selon *L'analyse différenciée selon les sexes : approches gouvernementales et paragouvernementales – Nouveaux enjeux, nouvelles stratégies en vue d'instaurer l'égalité entre les hommes et les femmes*, Montréal, Services aux collectivités de l'UQAM, Alliance de recherche IREF/Relais-Femmes (ARIR) et Centre d'organisation mauricien de services et d'éducation populaire (COMSEP), novembre 2001.

## CHACUNE DES APPROCHES A SES PARTICULARITÉS ET PEUT METTRE L'ACCENT SUR UN OU PLUSIEURS DES OBJECTIFS SUIVANTS :

- ▶ améliorer la représentation des femmes sur le plan politique;
- ▶ favoriser l'autonomie économique des femmes;
- ▶ concilier la vie professionnelle et familiale des femmes et des hommes;
- ▶ partager les responsabilités familiales entre les femmes et les hommes;
- ▶ évaluer les différentes répercussions des politiques et programmes sur les femmes et les hommes;
- ▶ prendre en compte les différences entre les hommes et les femmes;
- ▶ recueillir et interpréter les données selon les réalités et les besoins propres aux femmes et aux hommes;
- ▶ examiner les obstacles à la participation égale des femmes;
- ▶ examiner les différences dans l'exercice du pouvoir par les femmes et par les hommes;
- ▶ examiner les effets différenciés des projets de développement sur les femmes et sur les hommes;
- ▶ favoriser des stratégies de développement qui changent les normes, les traditions et la socialisation des femmes et des hommes.

En somme, il s'agit non seulement de rendre visibles les différences ou les inégalités entre les hommes et les femmes, mais d'élaborer des stratégies pour réduire les écarts entre les hommes et les femmes sur les plans politique, social et économique.

Les tables régionales de concertation des groupes de femmes comptent parmi les actrices-clés en développement régional et local. **POUR EN SAVOIR PLUS** ou obtenir les coordonnées de la table de votre région, communiquez avec le Réseau des tables régionales des groupes de femmes (téléphone: (819) 693-9174; courriel: [reseaudestables@sympatico.ca](mailto:reseaudestables@sympatico.ca)).

Le Conseil régional de développement de la Montérégie (CRDM) a adopté une politique d'équité en condition féminine dans les années 1990. Récemment, le CRDM a procédé à l'implantation d'un processus d'analyse différenciée selon les sexes (ADS) à l'intérieur de trois projets sectoriels. **POUR EN SAVOIR PLUS**, communiquez avec Annie Morin, conseillère en développement (téléphone: (450) 651-9041; courriel: [annie.morin@crdm.org](mailto:annie.morin@crdm.org); site Internet du comité en condition féminine du CRDM: <http://www.crdmonteregie.qc.ca/comites/feminine.cfm>).

L'Observatoire sur le développement régional et l'analyse différenciée selon les sexes (OREGAND) offre une abondante information au sujet de la participation des femmes et de leur place dans le développement. **POUR EN SAVOIR PLUS**, consultez le site Internet de l'OREGAND: <http://w3.uqo.ca/oregand/>

Le Programme d'assistance technique en développement économique communautaire (PATDEC) a élaboré une grille d'analyse différenciée selon les sexes pour les projets et initiatives en développement économique communautaire. **POUR EN SAVOIR PLUS**, consultez le site Internet du PATDEC: [http://www.carleton.ca/cedtap/conference/index\\_f.html](http://www.carleton.ca/cedtap/conference/index_f.html)

